



Association
pour le développement
de l'éducation
en Afrique

Rapport de la réunion du PQIP
sur l'éducation pour la paix

**Table ronde sur
la construction de la paix
et le développement**

26-28 JUILLET 2011

KINSHASA, REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Document distribué à part

Introduction

Le processus de la table ronde a été spécifiquement conçu pour offrir une opportunité de dialogue inter-pays entre les ministres et la société civile grâce au partage d'expérience et à la production collective de connaissances. Les délégations nationales ont donc été organisées de façon à partager l'expérience spécifique de leur pays comme moyen de créer le contexte et la participation active aux défis spécifiques qu'ils ont rencontrés et aux solutions qu'ils ont initiées pour les résoudre. De plus, les différentes délégations ont apporté des contributions dans des domaines d'expertise donnés entrant dans le cadre de leur rôle spécifique par le biais de présentations sur des questions comme les curricula, la politique et la planification.

Ces discussions ouvertes ont été complétées par une visite de terrain à un projet en cours de mise en œuvre par le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel de RDC. Cette sortie a été l'opportunité de mener une réflexion sur la réalité de la mise en œuvre des politiques et des pratiques dans les endroits où vivent les enfants et les jeunes. En effet, les êtres humains sont au cœur de ces interventions et pourtant, souvent, on n'entend pas leur voix.

Une attention particulière a été accordée tout au long du programme sur cette insuffisance dans la mise en œuvre des politiques ainsi qu'aux questions relatives aux interventions systémiques, à la réhabilitation des systèmes et à une transformation sincère de l'homme. Le débat sur ce qui était le plus important et sur la façon d'intégrer ces idées a été au centre du programme, ainsi que la façon dont le caractère ouvert du programme a permis ces délibérations. La copie du programme figure dans l'annexe 1 de ce rapport.

JOURNEE : PERSPECTIVES INTERNATIONALES ET CONTINENTALES

La réunion a été ouverte par le secrétaire exécutif de l'ADEA (annexe 1), le secrétaire permanent du ministère kenyan (annexe 2), l'UNESCO Kinshasa (annexe 3) et le ministère de l'Education de la République démocratique du Congo (annexe 4). Chacun a exprimé son engagement à l'égard du rôle important que l'éducation peut jouer pour édifier des sociétés pacifiques.

Cette table ronde entrait dans le cadre des activités du Pôle de qualité inter-pays ; le secrétaire exécutif a pris le temps de présenter le concept d'Education pour la paix aux participants. Etant donné que l'ADEA est avant tout un forum de dialogue politique et un réseau de réseaux, elle conduit ses activités en impliquant les acteurs de tous les secteurs dans des cadres propices au dialogue ouvert, à l'échange d'expérience et la diffusion des connaissances afin de développer et de renforcer les capacités existantes.

Plus spécifiquement, les PQIP cherche à promouvoir les travaux analytiques en capitalisant les connaissances et les expériences existantes ; pendant la table ronde, ce sont les informations mises sur la table qui ont alimenté le dialogue et l'orientation prise par la réunion.

Il a ensuite donné la raison à l'origine de la création du PQIP sur l'éducation pour la paix en expliquant que les conflits sont l'une des questions qui affectent gravement l'Afrique. Pour s'attaquer aux conflits, il faut réfléchir à la paix. Alors, pourquoi ce pôle de qualité précisément, a-t-il

demandé. Concrètement, la question a été soulevée lorsque le Kenya a fait face à un conflit à la suite d'une élection nationale qui a suscité une réponse importante du secteur éducatif.

S'inspirant de cette expérience, le ministère de l'Éducation du Kenya, qui avait participé avec l'ADEA à une réunion de l'INEE en 2009, a approché le Secrétariat de l'ADEA en suggérant la création de ce PQIP. C'est sur cette base que le Kenya s'est porté volontaire pour prendre la direction de la création du PQIP sur l'éducation pour la paix.

PRESENTATION DU PQIP SUR L'ÉDUCATION POUR LA PAIX

Les présentations faites pendant la session suivante a apporté des éclaircissements supplémentaires sur la vision, la mission et les activités du PQIP. Premièrement, il a été établi que la vision spécifique du PQIP sur l'éducation pour la paix est de :

« Servir de catalyseur au dialogue et aux partenariats inter-pays en aidant les pays à dialoguer, en articulant les politiques et les stratégies de mise en œuvre de l'éducation pour la paix au sein et par le biais des systèmes éducatifs au moyen de partenariats basés sur les besoins, innovants, réactifs et stratégiques, en renforçant ainsi l'offre d'une éducation de qualité en Afrique ».

Les objectifs spécifiques du PQIP sur l'éducation pour la paix, et sa priorité accordée **aux échanges et au dialogue intra-africain**, ont été présentés. Ils comprenaient :

- Plaider** en faveur de la paix pour le développement durable à travers le rétablissement et la construction du secteur éducatif.
- Favoriser la formulation**, le renforcement et la mise œuvre de politiques et de stratégies d'éducation pour la paix.
- Garantir la mise en œuvre**, le suivi et l'évaluation des programmes d'éducation pour la paix.
- Renforcer les capacités** en matière d'éducation pour la paix à tous les niveaux.
- Favoriser les partenariats stratégiques** inter-disciplinaires, inter-régionaux et multi-sectoriels et la collaboration avec les différentes parties prenantes.
- Eclairer la formulation des politiques** et les interventions stratégiques basées sur le partage des connaissances et le développement grâce une recherche efficace.
- Promouvoir l'éducation pour la paix** à travers une stratégie de communication et de diffusion efficace.

Le PQIP sur l'éducation pour la paix reconnaît l'éducation pour la paix comme mesure proactive et préventive pour mesurer les conflits et la violence dans la société. C'est un moyen de transformation de la société et de garantir l'édification de sociétés pacifiques ayant bien plus de chances de le rester.

Bien que le PQIP sur l'éducation pour la paix soit axé en priorité là où les besoins sont les plus importants, par exemple les Etats affectés par des conflits ou fragiles, il a l'ambition plus large d'attirer d'autres pays du continent en reconnaissant que la promotion de la paix et du développement est aussi un moyen de prévenir les conflits et les crises.

On espère que le Pôle de qualité inter-pays sur l'éducation pour la paix jouera un rôle majeur dans le dialogue et les initiatives d'éducation pour la paix sur le continent africain conjointement avec les partenaires de l'ADEA et les autres parties prenantes pertinentes. Il adoptera une vision holistique,

qui éclairera son programme d'intervention qui sera centré non seulement sur les curricula, mais aussi sur les politiques et la gouvernance de l'éducation en rapport à l'éducation pour la paix.

Afin de progresser vers la réalisation de ses objectifs plus larges, le PQIP sur l'éducation pour la paix est actuellement engagé dans les activités suivantes :

1. La recherche axée sur l'éducation et la paix en préparation à la triennale de l'ADEA.
2. La mise à jour en cours et le développement du volet PQIP Education pour la paix du site web de l'ADEA.
3. Une rubrique consacrée à l'éducation pour la paix dans la prochaine lettre d'information de l'ADEA.
4. L'hébergement d'un dialogue en ligne sur l'éducation pour la paix prévu pour coïncider avec la Journée internationale de la paix 2011.
5. Le développement en cours du réseau du PQIP sur l'éducation pour la paix et de sa base de données d'experts, de praticiens et de connaissances sur les questions connexes.
6. Cette table ronde, son compte rendu, les actions issues de ses résultats et de ses recommandations.

Lors de la séance de discussion qui a suivi, d'autres informations ont été demandées sur le PQIP, les études ainsi que sur les activités plus larges du PQIP étant donné sa situation actuelle et les besoins pressants. Le représentant de la Somalie a exprimé sa gratitude d'avoir été convié à la réunion et a parlé plus spécifiquement des différences entre les causes à l'origine des conflits et de la nécessité éventuelle d'interventions appropriées aux causes. L'ADEA a expliqué que son engagement était continental et de sa nécessité d'inclure autant de pays que possible dans la poursuite de ses initiatives en faveur de l'éducation et de la paix.

Cette partie du programme a été suivie par les présentations des agences participant à la réunion. Leurs contributions ont ouvert la porte aux questions centrales aux débats sur l'éducation, la paix et le développement en s'appuyant et en soulevant les questions et les défis plus larges auxquels sont confrontés le secteur et le rôle de l'éducation, pas simplement comme récipiendaire passif mais aussi en tant qu'acteur des défis pendant les périodes de conflit et de fragilité, soit comme atténuateur, soit comme protagoniste.

☐ INEE : optimiser la contribution de l'éducation à la paix

L'INEE est une organisation qui compte 6.000 membres. Elle a développé des outils de plaidoyer et de réseautage pour promouvoir l'éducation dans les situations de post-conflit. Elle a un groupe de travail consacré à l'éducation et à la fragilité. Ce GT a été créé en 2008 en tant que mécanisme inter-agences servant à coordonner les diverses initiatives et de catalyseur à l'action collaborative en matière d'éducation et de fragilité. Plaider en faveur d'une large reconnaissance et de la prise en compte de ces questions, au pire ne nuit pas, et au mieux contribue à prévenir les conflits et la paix à long terme.

Le représentant de l'INEE a présenté la synthèse de l'étude entreprise par le GT qui porte sur quatre pays : l'Afghanistan, le Liberia, la Bosnie Herzégovine et le Cambodge. Ces quatre pays ont été sélectionnés de façon à représenter toute la gamme des différents types et étapes de la fragilité, les différents précédents historiques de fragilité et des zones géographiques différentes. L'étude

développe la notion des « deux faces » de l'éducation : catalyseur de la paix ou protagoniste potentiel en période de fragilité.

Sur le plan négatif de l'échelle, l'éducation :

- Renforce activement ou délibérément et perpétue la fragilité. Par exemple par la politisation et la manipulation de l'accès, des structures, des curricula et des manuels ;
- Reflète le statu quo. Par exemple en reproduisant et échouant en remettre en question les schémas existants de division, d'inégalité, de violence, de corruption et d'inefficacité ;
- Favorise involontairement la fragilité. Par exemple par des interventions bien intentionnées mais contre-productives, des structures éducatives créées par des accords de paix qui accentuent les divisions et les tensions sociales, des programmes éducatifs qui échouent à conduire à l'emploi des diplômés.¹

Sur le plan positif, l'éducation :

- Permet aux gens de vivre avec la fragilité. Par exemple par l'élargissement de l'accès, en retirant les enfants des rues, en créant un sentiment de routine et par des programmes développant les compétences pour la vie ;
- Réalise des progrès contre la fragilité. Par exemple par l'accroissement de l'égalité à l'accès, la promotion de l'égalité, le renforcement de la légitimité gouvernementale, des structures décentralisées renforçant l'engagement civique, des structures intégrées, des curricula et des manuels inclusifs favorisant l'unité nationale et la cohésion sociale.

Présentation du FAWE

Le FAWE est le forum des éducatrices africaines. A l'origine, cinq éducatrices africaines se sont rencontrées pour examiner spécialement le rôle de la fillette africaine dans la société. Leurs délibérations ont conduit à la création du FAWE, une organisation centrée sur le plaidoyer et la promotion en faveur de l'accès à l'éducation pour toutes les filles.

En septembre, le budget de l'éducation de la RDC sera adopté. Le FAWE a cherché à prendre contact avec le gouvernement et le MEN au moyen d'un mémo qui a été présenté au parlement. Il plaide en faveur de l'amélioration de l'accès des filles à l'éducation et attire l'attention sur les besoins et les défis spécifiques auxquels les filles sont confrontées afin de soutenir la rétention. En outre, le FAWE est impliqué dans des initiatives de sensibilisation visant à éveiller l'engagement du grand public à défendre les droits des filles en démontrant les avantages que peut en tirer le pays.

Le FAWE anime des clubs qui offrent aux filles un espace où elles se sentent libres et en sécurité pour s'exprimer notamment sur leurs expériences d'atrocités et de violence. Un soutien psychologique leur est apporté via les clubs qui ont récemment élargi leur accès aux garçons. Il existe aussi une initiative pour encourager les filles à participer en sciences, en mathématiques et en technologie. Elle sera appuyée par la création de Centres d'excellence dans certains districts. Citons parmi les autres questions abordées par le FAWE : la fourniture d'installations sanitaires séparées pour les garçons et pour les filles, le soutien professionnel via des centres ainsi que des centres d'alphabétisation pour adultes spécialement destinés à développer les capacités des femmes.

¹ Institut international de la planification de l'éducation, www.iiep.unesco.org, *Résumé analytique*

❑ UNESCO (BREDA) : Education pour la paix, citoyenneté et développement durable

Le représentant de l'UNESCO a présenté un aperçu général des travaux de l'UNESCO en rapport avec la paix. Il a présenté en détail l'engagement de l'institution de collaborer et de chercher spécifiquement à nouer des partenariats avec des institutions comme l'ADEA et l'INEE.

Il a présenté le programme 2012-2013 en soulignant les activités suivantes :

- ❑ La publication de documents de référence.
- ❑ Atténuer les risques en matière de planification de l'éducation.
- ❑ L'organisation en mars de l'année prochaine d'un atelier de renforcement des capacités destiné aux planificateurs de l'éducation.
- ❑ L'hébergement d'une session de formation des jeunes leaders africains sur la prévention des conflits.
- ❑ La formation des journalistes (travailleurs des médias communautaires dans les villages) : formation en langues locales et étendue à la radio.
- ❑ Le développement du module de formation destiné aux centres d'enseignants. La priorité porte sur l'éducation pour la paix dans les classes.

Lorsque la parole a été donnée à l'assistance, le représentant du bureau de l'UNESCO de Nairobi a indiqué son désir de soutenir les activités du PQIP et du ministère de l'Education du Kenya. Il a indiqué que le programme 2012-13 comprend une stratégie sur l'éducation pour la paix qui inclut spécifiquement l'Ouganda qui a pour projet de formuler une politique d'éducation pour la paix.

On a signalé l'importance d'identifier et de mettre en action des initiatives simples pouvant militer en faveur de l'accès à l'éducation et de la rétention en période de fragilité. L'intervention du FAWE consistant à distribuer des serviettes hygiéniques pour garantir la pleine participation des filles à l'école en est un bon exemple. En relation à cette importance accordée aux filles, l'UNICEF a soulevé des préoccupations sur les besoins des garçons et l'importance de leur apprendre à trouver des mécanismes alternatifs de résolution des conflits.

Une autre question soulevée concernait l'attention et le soutien actuels apportés spécifiquement à l'éducation de base via l'utilisation des fonds destinés à l'enseignement primaire universel. Bien qu'il s'agissait en soi d'une bonne initiative, le fait qu'un nombre important d'apprenants restent exclus du système dans les Etats fragiles est un fait préoccupant. Il est important de chercher des moyens de soutenir les enfants et leurs familles afin de les aider à revenir dans le système et à y rester. On pourrait notamment explorer certaines idées comme un système de coupon ciblant les districts les plus pauvres, les systèmes de transfert d'espèces aux familles pauvres et explorer des stratégies alternatives d'éducation de base.

La Côte d'Ivoire a posé une question au sujet de l'appui financier en faveur de l'analyse situationnelle. La question du chômage des jeunes et de ceux qui ont eu une exposition imitée à l'enseignement a également été évoquée. Le Zimbabwe a fait une remarque sur le programme d'éducation pour la paix de l'UNESCO destiné aux enseignants, mais a noté la nécessité de transformer l'environnement de travail des adultes. Par ailleurs, une question a été posée sur notre

place dans la définition de l'espace de l'éducation dans la construction de la paix ? Les suggestions suivantes ont été avancées :

1. Les agences des NU jouent un rôle dans la coordination des réponses inter-sectorielles.
2. Une analyse solide : Quelles capacités devons-nous acquérir ? Quelles sont les causes des conflits et comment le secteur éducatif répond-il à ces facteurs ? Pour avancer, il nous faut une réponse à ces questions pour nous servir de base.
3. Les besoins et les défis des jeunes gens sont importants ; nous devons nous assurer qu'ils sont pris en compte.

JOURNEE DEUX : EXPERIENCES NATIONALES

La seconde journée du programme a commencé par le partage des expériences. Chaque pays représenté à la réunion a eu l'opportunité d'avoir l'attention de la réunion et d'expliquer les défis auxquels il avait été confronté et les efforts spécifiques qu'il avait entrepris pour les relever. Les présentations nationales ont été suivies d'un dialogue ouvert avec les participants sur les idées qui venaient d'être exposées, donnant ainsi aux autres participants l'opportunité de poser des questions, de développer les présentations et de formuler des recommandations et des suggestions.

KENYA

En guise d'introduction à la présentation du ministère de l'Education du Kenya, le secrétaire exécutif de l'ADEA a salué le rôle joué par le ministre en tant que président du pôle de qualité inter-pays sur l'éducation pour la paix et les efforts de la société civile pour l'aider dans ce processus.

Le ministre a précisé le contexte des principales causes à l'origine des violences post-électorales vécues en 2007 et 2008, en citant notamment les questions de compétition pour les ressources, qui ont conduit aux conflits inter-communautaires.

Ont été citées comme conséquences des conflits :

- L'animosité et la suspicion ethnique,
- Les déplacements internes massifs de communautés conduisant à une pénurie d'enseignants et une perte du temps d'enseignement,
- La destruction des biens et des infrastructures, y compris les bâtiments scolaires et les ressources pédagogiques,
- Les pertes en vie laissant les enfants orphelins,
- L'insuffisance des ressources pour affronter la crise conduisant à la surcharge des installations existantes et,
- La diminution des investissements économiques en raison de l'instabilité politique et l'impact négatif sur l'économie.

Le présentateur a poursuivi en expliquant comment l'éducation pour la paix avait, depuis la déclaration de l'indépendance par le gouvernement du Kenya, joué un rôle central dans la construction de la paix et la gestion des conflits. En effet, on considérait que l'un des principaux objectifs de l'éducation était de renforcer l'unité et le respect de la diversité culturelle.

A l'heure actuelle, la construction de la paix et la gestion des conflits ont été intégrées à Kenya Vision 2030 qui comprend trois piliers, à savoir le développement politique, social et économique.

Les objectifs de l'initiative d'éducation pour la paix sont de :

- Susciter une prise de conscience parmi les apprenants des causes des conflits et de la façon de les résoudre à l'amiable,
- Préparer les apprenants à devenir de bons citoyens de leurs communautés, de leurs nations et du monde,

- Doter les apprenants des capacités à promouvoir la paix et la dignité humaine à tous les niveaux d'interaction,
- Utiliser la salle de classe comme un tremplin pour enseigner et pratiquer les valeurs d'interdépendance positive, de justice sociale et de participation aux processus de prise de décision et,
- Encourager le respect pour la diversité culturelle et la paix durable.

De nombreux résultats et innovations ont été signalés. Citons notamment :

- La formation de 21 formateurs principaux issus du ministère de l'Éducation du Kenya et de l'Institut de l'éducation du Kenya,
- La formation de 8.837 conseillers pédagogiques et enseignants à l'éducation pour la paix,
- La sensibilisation de plus de 3,500 directeurs d'écoles secondaires à l'éducation pour la paix,
- L'élaboration d'un manuel de formation et des livres d'activités des enseignants, en se concentrant sur le cycle primaire,
- La production et la distribution de plus de 60.000 copies des matériels d'éducation pour la paix,
- La mise en place de l'unité de coordination de l'éducation pour la paix,
- La création du Comité de pilotage sur l'éducation pour la paix en mai 2010 à la suite de la réunion des parties prenantes,
- L'encouragement à la création de clubs de la paix dans les établissements d'enseignement pour faciliter le développement d'une culture pour la paix,
- La mise à disposition de forums de dialogue sur l'éducation pour la paix aux niveaux régional et international,
- La mise en œuvre d'un exercice de suivi de l'Éducation pour la paix dans les établissements d'enseignement avec le soutien financier de l'UNICEF,
- La formulation d'un projet de politique d'éducation pour la paix dans le secteur éducatif,
- L'élaboration de matériels d'interventions psychosociales pour compléter les initiatives d'Éducation pour la paix,
- L'offre de soutien psychosocial aux élèves et aux enseignants affectés par les violences post-électorales, en partenariat avec l'Association des conseillers kenyans,
- L'inclusion du curriculum de l'enseignement des compétences pour la vie dans les écoles primaires et secondaires et,
- L'élaboration d'un manuel de sécurité et de normes scolaires.

En plus de ces interventions, l'impact au niveau des écoles a aussi été une priorité. Les résultats dans ce domaine ont inclus :

- La création de clubs de la paix opérationnels,
- La formulation de politiques institutionnelles d'éducation pour la paix,
- L'enseignement de l'éducation pour la paix selon les modalités fixées dans le curriculum des compétences pour la vie et d'autres matières connexes,
- L'intégration de l'éducation pour la paix à d'autres matières, à savoir que ce n'est pas une matière isolée,
- La sensibilisation des enseignants à l'Éducation pour la paix par les enseignants via une semaine de formation à l'éducation pour la paix,

- La mise en place de matériels d'éducation pour la paix offerts pour améliorer la préparation en vue de la présentation du contenu de l'éducation pour la paix ?
- La promotion de l'éducation pour la paix travers des activités curriculaires, comme les clubs et les associations, la musique, le théâtre et le sport entre autres,
- Favoriser le patriotisme et la citoyenneté en inculquant des valeurs et des attitudes nationales.

Plus largement, le programme a cherché à avoir un impact sur la communauté en :

- Facilitant les programmes de services communautaires,
- Participant à des interventions communautaires comme les activités liées à la protection et à la gestion de l'environnement.

Ont été cités parmi les défis rencontrés lors de la mise en œuvre :

- L'éducation pour la paix est un programme de changement comportemental ; il requiert le renforcement des capacités des enseignants en méthodologie pour garantir l'efficacité de la mise en œuvre. La majorité des enseignants du pays ne sont pas encore formés, car c'est un processus coûteux en ressources et en temps.
- Certaines fois, il y a des conflits ou des contradictions entre les principes et les valeurs enseignées par les programmes d'éducation pour la paix et les idées et les pratiques promues par la communauté et la famille. Malheureusement, il n'existe pas suffisamment d'initiatives communautaires pour résoudre cet écart constaté (c'est encore plus visible dans les cas de violence familiale). Il y a un conflit entre les principes et les valeurs enseignées dans l'éducation pour la paix et les pratiques culturelles aux niveaux familial et communautaire.
- La principale matière-cadre de l'éducation pour la paix est l'éducation des compétences pour la vie. La récente évaluation de l'éducation des compétences pour la vie menée au Kenya a révélé que cette matière n'est pas enseignée efficacement, et parfois pas enseignée du tout dans certaines écoles. L'adoption d'une approche intégrée ou coordonnée en matière de gestion des questions émergentes est un moyen important d'éviter la surcharge des curricula.
- Bien que les clubs de la paix puissent être un moyen efficace d'attirer les enfants et les jeunes, ils sont souvent considérés comme ennuyeux et donc n'obtiennent pas les résultats escomptés.
- Certaines questions sont pertinentes pour la création et le maintien de la paix dépassent le secteur de l'éducation et relèvent des politiques et des systèmes nationaux, qui sont hors de la compétence du secteur éducatif.

En réponse à ces réussites et à ces défis, le ministère a tracé la voie à suivre qui renforcera l'éducation pour la paix dans les établissements d'enseignement. Un programme d'éducation pour la paix ciblant la formation initiale des enseignants sera élaboré afin de traiter la question du manque de compétences. Il sera appuyé par la facilitation du dialogue politique au niveau national afin de sensibiliser les gestionnaires principaux de l'éducation (la réunion est prévue en août 2011) et la finalisation de la politique d'éducation pour la paix. De plus, des programmes d'éducation pour la paix seront initiés à travers le secteur de l'éducation en préparation de la prochaine élection générale.

Une contribution supplémentaire a été faite à la présentation du Kenya à travers l'Initiative de paix de Nairobi. L'accent a été mis sur le fait que les conflits émanaient surtout de deux facteurs, tous deux liés à la compétition pour les ressources, par exemple la terre et l'eau ainsi que l'accès aux

services éducatifs et à l'emploi. La priorité de la société civile a donc été le développement des capacités de leadership dans les communautés locales ainsi que la promotion des connaissances communautaires sur le savoir endogène éclairant les pratiques culturelles en matière de paix.

Les mécanismes de mobilisation de ce soutien ont inclus :

- L'ouverture aux zones rurales et aux groupes marginalisés,
- Des partenariats forts entre le gouvernement, le ministère de l'Éducation et des agences comme l'UNICEF et l'UNESCO,
- La mobilisation de la communauté internationale qui a inclus des initiatives comme l'intervention de M. Kofi Annan sur les violences post-électorales de 2008,
- L'inclusion des jeunes et de leurs préoccupations immédiates dans les processus plus large de la paix. Cela a inclus l'intégration des écoles et des initiatives non formelles.

Les deux points qui ont été soulevés pendant la discussion étaient qu'il était nécessaire de commencer les programmes d'éducation pour la paix avec les très jeunes enfants et que les programmes de Développement de la petite enfance devaient aussi offrir des opportunités aux enfants d'apprendre sur la construction et le maintien de la paix. De plus, un commentaire a été fait sur l'accent mis sur les pratiques endogènes, disant que ces méthodes de résolution des conflits n'étaient pas toutes inclusives.

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Le secrétaire exécutif de l'ADEA a présenté l'initiative mise en œuvre en RDC par Mme Martine Libertino avec le soutien de l'ADEA et l'OSISA à la demande du ministre de l'Éducation de la République démocratique du Congo. Il a expliqué qu'à ce jour l'intervention était axée sur la formation de 25 médiateurs et la mise en œuvre d'un projet pilote auprès d'enfants marginalisés, notamment un groupe d'enfant des rues basé dans un centre religieux à Kinshasa.

Une brève description du système éducatif de la RDC a été présentée. Elle a expliqué que le secteur de l'éducation formelle relève de trois ministères, à savoir pour l'éducation formelle le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel et le ministère de l'Enseignement supérieur et universitaire et pour l'éducation non formelle le ministère des Affaires sociales. Il y a actuellement dans le pays environ onze millions d'élèves dans le primaire, trois millions d'élèves dans le préscolaire et plus de sept millions d'enfants et de jeunes déscolarisés.

La conférence sur la paix de Mombasa, facilitée par l'ADEA en 2009 ??, et l'expérience du Kenya ont été reconnus comme les catalyseurs à l'origine de la création du programme d'éducation pour la paix de la RDC. On a considéré que l'éducation était le ciment nécessaire au processus de reconstruction du pays après le conflit et un outil important pour la paix. L'initiative d'éducation pour la paix de la RDC a porté spécifiquement sur l'instruction civique et morale. Les questions incluses dans le programme étaient les suivantes :

- La culture et les droits de l'homme,
- Les droits de l'enfant,
- L'épanouissement moral,
- Les valeurs sociales et la paix,
- Les droits et les obligations des citoyens,

- Le patriotisme et,
- Le nationalisme.

Plusieurs défis clés rencontrés par le ministère de l'Éducation dans ses efforts pour introduire son programme via le secteur éducatif ont concerné l'immensité du pays et le véritable défi de s'assurer que les services sociaux atteignent tous les enfants. Lié à cela, citons également le manque de ressources financières pour le développement des enseignants, les manuels et les matériels didactiques et de ce fait la diffusion du programme.

Malgré cela, le ministère poursuit sa dynamique en vue de la révision du curriculum national de l'enseignement primaire pour assurer :

- L'intégration de l'éducation pour la paix,
- L'intégration de la réduction des risques liés aux mines et des restes de guerre explosifs,
- L'intégration des questions de genre et,
- L'intégration du volet des compétences pour la vie.

Ce travail est complété par l'évaluation en cours et la formulation de stratégies de formation continue des enseignants parallèlement à la poursuite de la réhabilitation de l'infrastructure du Centre de l'école et de la formation.

Des renseignements ont été donnés sur les sessions de formation des médiateurs avec Madame Martine Libertino. La formation avait pour but initial de répondre à la demande spécifique du gouvernement de la RDC de mieux comprendre les causes à l'origine des conflits et de la souffrance des citoyens. C'est pourquoi la formation en 2010 (des travailleurs sociaux, des personnels clés du ministère, des ONG etc.) a commencé sur les thèmes du conscient, de l'inconscient, du libre arbitre et de la gestion des émotions.

Elle a été suivie en 2011 de l'exploration de l'inconscient collectif, du dialogue sur la souffrance, la religion, la culture et la communication véritable. Le programme portait essentiellement sur le monde de l'individu, comment il agit seul et collectivement et comment il entre en relation avec les autres, plus précisément pour construire l'amour de soi et d'autrui.

Les défis de l'approche de ce programme sont principalement présentés par la programmation de l'individu. Il existe actuellement neuf projets pilotes mis en œuvre à l'aide de cette approche. Citons notamment :

- La formation des enfants et des jeunes,
- L'enseignement de la philosophie,
- La priorité aux enfants des rues,
- La formation des adultes, y compris les parents,
- La formation spirituelle,
- La formation des dirigeants de la société civile et,
- Les projets éco-villages.

Pendant la session de dialogue et de questions, certaines idées sur le rôle de l'éducation pour la paix ont été lancées. Il a été suggéré que construire la paix exclusivement par la transformation ne sera pas suffisant pour relever les défis rencontrés par les pays en situation de fragilité ou de conflit. En

plus du développement personnel, l'accent a été mis sur l'adoption d'une attitude holistique et l'étude d'approches transformant aussi les systèmes en prenant en compte des considérations plus larges comme le pouvoir et les réalités économiques.

❑ COTE D'IVOIRE

Les présentateurs ont tenu à souligner que bien qu'ils présentent les perspectives du ministère de l'Éducation, ils englobaient également les perspectives de la société civile. La priorité de l'intervention nationale porte sur la paix et la tolérance face à la diversité. Les objectifs du programme incluent :

- ❑ La promotion de la paix durable dans les établissements d'enseignement nationaux,
- ❑ L'attention spécifique portée aux valeurs nationales pour les enseignants,
- ❑ La promotion de l'esprit de camaraderie entre les différents centres éducatifs,
- ❑ Le soutien aux étudiants pour garantir l'adoption d'une approche non violente et tolérante à l'égard de la vie,
- ❑ La diffusion des connaissances sur les droits de l'homme et le plaidoyer en faveur de l'application de ces droits et,
- ❑ L'utilisation des cours existants à l'école primaire, à travers une approche thématique axée sur la façon de gérer les conflits, les droits des enfants, les droits de l'homme internationaux, la non-violence et la tolérance.

Ces programmes ont commencé en 2002 avec le développement d'un curriculum sur la paix ; en 2003 et en 2004, les enseignants ont été formés à la mise en œuvre du programme. En 2004, il a été expérimenté dans les écoles primaires et introduit en 2006 dans les centres de formation des enseignants. En 2009, le concept a été introduit dans les collèges. Pour finir, l'équipe a signalé que bien qu'ils aient atteint le moment d'entreprendre l'évaluation du programme, ils manquaient actuellement du savoir-faire et des ressources financières nécessaires pour entreprendre ce processus.

❑ ZIMBABWE

La délégation zimbabwéenne a commencé sa présentation en affirmant le rôle central joué par l'éducation pour façonner et déterminer la destinée des citoyens d'un pays. Ils ont déclaré que l'éducation est un mécanisme permettant d'inculquer aux jeunes les valeurs chères à une nation. Le ministère de l'Éducation, du Sport, de l'Art et de la Culture a donc envisagé que l'introduction de l'instruction civique, religieuse et morale dans le curriculum favoriserait parmi les jeunes apprenants « un esprit de conscience nationale et de patriotisme » ainsi que le respect du caractère sacré de la vie.

Les défis auxquels sont actuellement confrontés les acteurs de l'éducation dans le pays incluent :

- ❑ La perception d'un manque de discipline chez les jeunes,
- ❑ Le manque de respect, le crime, le viol et l'inceste dans la population générale,
- ❑ Un état d'apathie dans lequel n'est apparemment responsable de quoi que ce soit,
- ❑ Un manque de tolérance religieuse et peu de respect pour les idées et les croyances d'autrui,
- ❑ L'offre de matériels didactiques pour les nouveaux programmes comme l'enseignement civique,

- ❑ L'attitude des parents et des éducateurs qui ne reconnaissent pas l'importance des langues endogènes pour la promotion de la paix,
- ❑ Le manque de programme d'accompagnement et d'orientation dans les écoles,
- ❑ Le manque de modèles appropriés,
- ❑ L'insuffisance du financement en faveur de la formation continue des enseignants et,
- ❑ Des ressources financières et humaines limitées pour élaborer de nouveaux matériels didactiques.

Les actions identifiées à entreprendre au Zimbabwe incluent :

- ❑ Un changement d'attitude par la promotion de unhu / ubuntu, de la paix et de la tolérance. Cela inclut d'inculquer aux jeunes les valeurs nationales chères à la nation et des comportements positifs,
- ❑ L'enseignement par Internet de façon à ce que les apprenants puissent interagir avec des apprenants d'autres régions et élargir leur esprit pour promouvoir la paix,
- ❑ L'inclusion des questions relatives à l'instruction civique comme les programmes de développement de la petite enfance et de l'enseignement primaire,
- ❑ L'élaboration de programmes multiples d'instruction religieuse, morale, civique pour le Brevet des collèges du Zimbabwe (Zimbabwean Junior Certificate ou ZJC) et le Certification général d'éducation (Ordinary ('O') Level Certificate).

L'assemblée a fait plusieurs suggestions et recommandations parmi lesquelles mettre l'accent sur la paix comme étant un processus *intra et inter*. L'action sur un tel processus requiert le soutien de l'individu mais aussi un certain niveau de volonté politique. Il serait donc utile d'identifier des leaders de la société pouvant jouer le rôle de leader « d'opinion ». On a aussi insisté sur le fait que les enfants et les jeunes ne sont pas simplement des bénéficiaires ou des victimes passives ; ils peuvent être aussi des acteurs de la paix.

❑ LIBERIA

Le Liberia a connu plus de 14 ans de conflit interne avec deux guerres civiles, la première a eu lieu entre 1989 et 1996 et la seconde entre 1999 et 2003. Un gouvernement de transition a dirigé le pays jusqu'aux élections de 2006. Environ 250.000 personnes ont été tuées pendant la guerre civile et des milliers d'autres ont fui les combats. Le conflit a laissé le pays dans un état de ruine économique et envahi d'armes.

Ces guerres civiles violentes ont causé une destruction massive des infrastructures, le déplacement des personnels enseignants et de soutien et la destruction de presque tous les éléments du secteur éducatif. Une grande partie des bâtiments scolaires ont été incendiés et privés de leur toit ; les chaises, les bureaux et les tableaux et autres matériels scolaires ont été systématiquement pillés. A cause de la guerre, de nombreux jeunes n'ont pas reçu aucune éducation élémentaire ce qui a pour conséquence des effectifs scolaires trop âgés.

Citons parmi les innovations actuelles :

- ❑ Le recrutement d'enseignants de mathématiques et de sciences des pays voisins,

- ❑ La décentralisation du système éducatif : la création des systèmes scolaires des comtés d'administration des conseils d'écoles et les fonctionnaires de l'éducation des comtés opérationnels dans 15 comtés du Liberia. Appuyés par la création de l'Unité de décentralisation pleinement équipée du ministère de l'Éducation.

En plus de ces innovations, les présentateurs ont cité un certain de résultats ou de réussites qui incluent :

- ❑ L'adoption de la Loi de réforme de l'éducation de 2011 qui a pour objet la gestion du secteur éducatif. La Loi appelle à la décentralisation de l'administration des écoles au niveau des comtés,
- ❑ La construction de plus de 284 nouvelles écoles,
- ❑ La réhabilitation de trois centres de formation des enseignants en zones rurales,
- ❑ La formation initiale de plus de 3.000 enseignants en pédagogie et contenu curriculaire,
- ❑ L'introduction du processus de révision du curriculum national qui inclut la paix, les droits de l'homme et la citoyenneté. Grâce aux leçons tirées de la guerre civile, la priorité accordée aux curricula sur la paix inclura la compréhension des ressemblances et des différences, la gestion des émotions, de la communication et les compétences en résolution des conflits et,
- ❑ La forte implication de la communauté dans les processus de paix.

Malgré ces avancées, de nombreux défis subsistent. Certains de ceux mentionnés par les présentateurs concernent les besoins actuels en renforcement des capacités, notamment des directeurs d'écoles. De plus, la normalisation des curricula scolaires et un cadre efficace pour la supervision actuelle des écoles, notamment le suivi et l'évaluation, demeurent des sujets de préoccupation.

En outre, bien que la scolarisation ait augmenté dans l'enseignement primaire, surtout en raison de l'introduction de l'enseignement gratuit et obligatoire, la rétention des élèves reste problématique.

❑ SOMALIE

La Somalie a une population de plus de 10 millions d'habitants. Le peuple somalien vit plus de deux décennies de conflit. L'histoire des conflits de la Somalie met à jour un paradoxe étonnant : à savoir que les facteurs qui ont mené aux conflits armés ont aussi joué un rôle pour gérer, mettre fin ou prévenir la guerre. Par exemple, le clanisme et les clivages entre les clans sont une source de conflit, utilisés pour diviser les Somalis ; ils alimentent les affrontements endémiques pour les ressources et le pouvoir, sont utilisés pour mobiliser les milices et rendent très difficile une réconciliation générale.

Selon le rapport 2011 du secrétaire général du Conseil de sécurité des Nations unies (*A/65/820-S/2011/250*) rendu public le 23 avril 2011, l'impact du conflit sur les enfants et l'éducation a été profond.

- ❑ Il y a un nombre croissant de données concernant le recrutement général et systématique des enfants en Somalie du centre et du sud dans les conflits armés. Les partenaires sur le terrain rapportent constamment l'existence d'un important recrutement forcé des enfants comme soldats.

- ❑ On rapporte qu'un nombre de plus en plus important de ces enfants sont utilisés par les groupes insurgés pour combattre contre le gouvernement et les troupes de la mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) à Mogadiscio et en conséquence de nombreux de ces enfants sont tués, blessés ou capturés par les forces armées ou d'autres groupes armés.
- ❑ Bien que le recrutement de filles soit rare et généralement considéré socialement comme inacceptable, il existe des récits documentés de filles travaillant pour des groupes armés, notamment pour faire la cuisine et la couture. Les filles sont aussi amenées pour transporter les détonateurs, apporter un soutien logistique et recueillir des renseignements. On rapporte aussi que les filles sont de plus en plus recrutées pour les marier aux combattants.
- ❑ De plus en plus, les écoles, les établissements d'enseignement, les enseignants et les élèves sont les cibles du recrutement et de l'utilisation dans les conflits. En Somalie du centre et du sud, en mai, environ 52 écoles ont suspendu leurs opérations et leurs activités uniquement à cause des demandes croissantes des milices. De plus, plusieurs écoles ont été fermées, dégradées ou détruites et des élèves ont été tués et blessés en raison des affrontements entre les insurgés armés et les forces du gouvernement fédéral de transition à Mogadiscio.

❑ La visite de terrain

La partie suivante du programme a été d'emmener les participants visiter un centre pour les enfants des rues à Kinshasa où le projet pilote de médiation de l'ADEA est en cours de mise en œuvre. Il s'agissait d'une opportunité de prendre contact avec le personnel du projet et d'avoir des informations de première main sur cette intervention qui cherche à inculquer aux enfants des rues une saine conscience d'eux-mêmes et un engagement plus grand à l'autre.

Cette session s'est terminée par une conversation animée sur les questions de la paix aux niveaux individuel et communautaire. Une discussion a aussi eu lieu sur les besoins des populations pygmées vivant dans les forêts de la RDC et sur leurs besoins spécifiques en relation avec l'éducation, avec une attention particulière portée aux dimensions de la construction de l'estime de soi du projet pilote.

❑ Vue d'ensemble du contexte africain basé sur le rapport mondial de suivi 2011

L'après-midi s'est terminée par la présentation de la personne ressource du PQIP, Sherri Le Mottee, basée sur le Rapport mondial de suivi 2011 qui a essayé de documenter la crise de l'éducation en rapport avec les conflits et les guerres, en retraçant les causes sous-jacentes et en définissant un programme en vue du changement. Sur les trente-cinq pays affectés par des conflits armés entre 1998 et 2008, quinze sont en Afrique subsaharienne. Bien que l'intensité, l'échelle et l'étendue géographique de la violence varient, les conflits armés prolongés sont courants.

Les enfants et les écoles sont sur la ligne de front des conflits armés et les salles de classe, les enseignants et les élèves sont considérés comme des cibles légitimes. Par exemple, la plupart des infrastructures éducatives de la Sierra Leone ont été détruites pendant la guerre civile et trois ans après la fin de la guerre, 60 % des écoles n'étaient toujours pas réhabilitées. En 2009, soixante écoles

ont été fermées à Mogadiscio en Somalie, tandis qu'au moins dix étaient occupées par les forces armées.

Les traumatismes physiques et les stigmates subis par les enfants sont les sources de désavantages durables et profonds dans le domaine de l'éducation. Les preuves de la Sierra Leone indiquent des troubles de stress post-traumatique comme source fréquente de difficultés d'apprentissage et de mauvais résultats scolaires.

L'utilisation d'enfants soldats est rapportée dans vingt-quatre pays dans le monde, notamment en République centrafricaine, au Tchad, en République démocratique du Congo et en Somalie. Le recrutement d'enfants soldats dans les écoles est courant. En 2007, la mission des Nations unies en République démocratique du Congo a rapporté que des centaines d'enfants servaient sur la ligne de front dans la province du Nord Kivu. Beaucoup ont été recrutés de force dans les salles de classe, ce qui a conduit à la fermeture des écoles dans certains cas.

Les viols et les autres actes d'abus sexuels sont largement répandus comme instruments de guerre dans des pays comme le Liberia et la Sierra Leone ainsi que pendant le génocide du Rwanda. Plus récemment, cela a été identifié comme de graves sujets de préoccupation au Tchad et en République démocratique du Congo. L'insécurité et la peur associée à la violence sexuelle éloignent les jeunes filles, surtout, de l'école.

Les conflits armés sapent également la croissance économique, renforcent la pauvreté et détournent les ressources nationales des investissements productifs en faveur des écoles vers les dépenses militaires improductives. De nombreux pays pauvres dépensent bien plus en armes que dans l'éducation de base. Le Tchad, qui a certains des pires indicateurs éducatifs du monde dépense quatre fois plus en armes que pour les écoles primaires. Si les douze pays d'Afrique subsaharienne dépensant plus en armes que pour l'école primaire réduisaient leur budget militaire juste de 10 %, ils pourraient scolariser 2,7 plus d'enfants, soit plus d'un quart des enfants déscolarisés.

Le détournement des ressources nationales en faveur de l'armée et la perte de revenu gouvernemental qui s'ensuit signifient que les conflits font passer la responsabilité du financement de l'éducation des gouvernements sur les ménages. En République démocratique du Congo, les ménages paient des frais non seulement pour les écoles, mais aussi pour l'administration et la gestion du système entier.

L'éducation est rarement la cause première des conflits. Pourtant, c'est souvent un élément sous-jacent dans la dynamique politique poussant les pays vers la violence. Les conflits armés entre Etats sont souvent associés à des plaintes et à des injustices ressenties liées à l'identité, la foi, l'ethnicité et la religion. L'éducation peut faire une différence dans tous ces domaines en faisant pencher la balance en faveur de la paix ou du conflit.

- *Une offre éducative limitée ou de mauvaise qualité conduit au chômage et à la pauvreté.*

Quand un grand nombre de jeunes sont privés d'accès à une éducation de base de qualité et décente, la pauvreté, le chômage et le sentiment de désespoir qui en résulte peuvent être de puissants agents de recrutement des milices. Une enquête sur les anciens membres combattants et

non combattants des milices en Sierra Leone a révélé que 80 % d'entre eux avaient quitté l'école avant de rejoindre un groupe rebelle, dans de nombreux cas parce que l'école avait été dégradée.

- *A révélé que 80 % d'entre eux avaient quitté l'école avant de rejoindre un groupe rebelle, dans de nombreux cas parce que l'école avait été dégradée*

Plus de 60 % de la population de certains pays, notamment la Guinée, le Liberia, le Nigeria et la Sierra Leone, a moins de 25 ans, par rapport à moins de 25 % dans de nombreux pays de l'OCDE. Au Rwanda, les jeunes hommes au chômage peu instruits occupaient une place importante parmi les auteurs du génocide de 1994.

- *L'inégalité en matière d'accès suscite des plaintes et un sentiment d'injustice.*

Les inégalités en matière d'éducation, par leur interaction avec d'autres disparités, augmentent les risques de conflit. Ainsi que l'a reconnu la Commission Vérité et Réconciliation du Liberia, limiter les opportunités éducatives par le biais de systèmes politiques et sociaux reposant sur les privilèges, le népotisme et la politisation a été une source puissante de violence. En Côte d'Ivoire, le ressentiment à l'égard du mauvais état de l'éducation des zones du nord du pays a compté dans la mobilisation conduisant à la guerre civile 2002-2004. Les niveaux de fréquentation scolaire dans le nord et le nord-ouest en 2006 étaient inférieurs de moitié à ceux du sud.

- *L'utilisation inappropriée des systèmes scolaires renforce les préjugés et l'intolérance.*

Dans plusieurs conflits armés, l'éducation a été activement utilisée pour renforcer la domination politique, la subordination des groupes marginalisés et la ségrégation ethnique et linguistique. Après l'indépendance du Rwanda, les dirigeants politiques Hutu ont voulu inverser ce qu'ils considéraient comme les avantages éducatifs injustement acquis par les Tutsis pendant l'époque coloniale. La politique des quotas ethniques a été utilisée pour appliquer des pratiques discriminatoires, incluant une épuration de masse des Tutsis des universités et des postes publics. L'utilisation des écoles pour « étiqueter » les enfants et appliquer des règles rigides d'identité par groupe a permis à la milice Interahamwe responsable du génocide d'identifier les enfants Tutsi dans les registres scolaires.

❑ Faire de l'éducation un agent pour la paix

La planification de l'éducation sensible à la dimension conflit désigne le fait de reconnaître que toute décision politique a des conséquences sur la paix et les perspectives pour éviter un retour à la violence. Il existe de nombreux canaux à travers lesquels l'éducation peut influencer sur les perspectives de paix.

La reconstruction de l'éducation après un conflit représente un immense défi. Cependant, la réussite de l'éducation peut aider à asseoir la légitimité gouvernementale et lancer les sociétés sur la voie d'un avenir plus pacifique.

JOURNEE TROIS : DELIBERATIONS THEMATIQUES

Alors que l'objet de la Journée 2 portait sur le partage des expériences nationales, la Journée 3 a porté sur l'examen des questions thématiques. Les délibérations ont par conséquent été centrées sur la politique, la planification, les curricula et le développement des enseignants. L'expertise des ministères respectifs et des autres acteurs de la salle a servi de base aux délibérations avec une attention concrète portée à la mise en œuvre.

Education, politique et planification

Le représentant de l'UNICEF au Zimbabwe a fait une présentation dans laquelle il a exposé les efforts réalisés par les agences pour aider à stabiliser un secteur éducatif défaillant par le biais d'un mécanisme de mobilisation des ressources centralisé. Il a été suggéré de placer les systèmes éducatifs des pays en transition au cœur des discussions sociales et politiques, si on veut les revitaliser ou les transformer véritablement. Le présentateur a indiqué que le Zimbabwe avait été confronté à une violence post-électorale massive et à une hyperinflation et que le système éducatif, autrefois reconnu comme l'un des meilleurs de la région, était dans un état proche de l'effondrement.

Pendant cette période de fragilité, le Zimbabwe a fait face à une crise humanitaire. Le secteur de la santé était en crise, la sécurité alimentaire posait problème et l'éducation était dans un état proche de l'effondrement. En même temps, l'environnement des bailleurs était complexe : il appliquait une véritable situation de « sanctions ciblées » et n'allouait aucun financement direct au gouvernement pour lui permettre de fonctionner efficacement. La situation réelle du système éducatif était masquée par les tendances positives en matière de scolarisation, alors que la réalité indiquait une détérioration de la qualité et des résultats, le manque de ressources financières, le développement des frais scolaires et des taxes, l'extrême pénurie de matériels didactiques, le fonctionnement du SIGE et la polarisation intra-ministérielle de la gestion.

L'une des réponses apportées à ce défi, dans un effort pour stabiliser et inverser la situation de l'éducation, a été la mise en place d'une innovation financière, via l'UNICEF, appelé le Fonds de transition pour l'éducation (ETF). L'ETF était un mécanisme qui agissait sur l'impact des « sanctions ciblées » en mettant à la disposition des bailleurs de fonds un mécanisme pour fournir les ressources à l'action humanitaire bien nécessaire. Ce mécanisme visait à répondre aux besoins du secteur éducatif en envoyant les ressources indispensables via un compte off-shore en soutenant ainsi le secteur sans mettre de ressources dans les coffres de l'Etat.

Le principal objectif de l'ETF était d'améliorer la qualité de l'éducation des enfants du Zimbabwe au niveau national avec les objectifs spécifiques suivants : l'impact sur l'éducation, le renforcement des capacités au niveau du ministère et servir de catalyseur à la transition.

Plus spécifiquement, les domaines prioritaires de l'ETF étaient les suivants :

- Les matériels didactiques,
- Le développement des capacités, l'approvisionnement et la distribution de manuels scolaires (impression et achat),
- Le S & E et l'assistance technique,

La clé de la réussite a résidé dans le mécanisme de coordination mis en place sous la direction du ministère et des partenaires apportant le soutien. Cela a consisté en un comité de pilotage dirigé par le ministère de l'Éducation avec la participation de la Commission européenne, des autres bailleurs principaux, de l'UNICEF et de l'UNESCO.

Au niveau ministériel, la collaboration entre le ministre et son SP, qui appartenait à des partis différents mais qui ont été capables de travailler ensemble au nom de l'intérêt supérieur de l'éducation, a été déterminante à la réussite de l'ETF. Sous la direction du SP a été créé un groupement Education qui avait pour mission d'assurer la coordination entre les partenaires des programmes et des activités humanitaires et de rétablissement rapide de l'éducation ainsi qu'un groupe de coordination de l'éducation (ECG) qui devait apporter le soutien technique et financier au ministre dans le cadre de la mise en œuvre des principaux domaines prioritaires identifiés.

L'ETF a été mise en place en quelques mois et a pu mobiliser en 4 mois 52 millions d'USD. L'ETF a servi d'outil d'unification, permettant au ministre et au SP de faire taire leurs différences et de s'unir autour des questions primordiales de l'offre d'éducation.

En période de conflit, les partenaires tendent à penser d'abord à prendre des mesures qui sauveront des vies. Plus tard, l'ETF a fait la transition de l'approche humanitaire à l'approche développementale. Ses principaux résultats ont été les suivants :

- La mobilisation des ressources : 12 bailleurs de fonds bilatéraux, 52 millions d'USD promis et 34 millions d'USD reçus,
- Les matériels didactiques : +13.5 millions manuels scolaires achetés pour un ratio de 1:1 dans le primaire, des kits de papeterie et des armoires de rangement en fer, des manuels pour les minorités linguistiques, des manuels en braille et des manuels destinés au secondaire,
- Le contrôle communautaire grâce au développement des capacités de la DDC et la connaissance de droits,
- L'assistance technique au ministère de l'Éducation, du Sport, de l'Art et de la Culture,
- Indirect : la revitalisation du BEAM, le partenariat, l'harmonisation entre les bailleurs, le profil du secteur éducatif,
- L'éducation en première position d'un environnement hautement polarisé,
- Le leadership ministériel,
- L'adhésion des bailleurs et des partenaires au mécanisme de gestion,
- Les politiques gouvernementales et les systèmes : « l'alignement officieux »,
- Les partenariats de la société civile,
- Les soumissions,
- L'accent sur le S & E.

Citons parmi les défis subsistants :

- Les salaires et la motivation des enseignants,
- Les frais scolaires, les taxes, les incitations,
- Les infrastructures scolaires,
- La situation économique générale et les ressources gouvernementales,
- La politique.

Les leçons apprises :

- ✓ Des résultats à échelle nationale sont possibles même dans un environnement difficile et complexe. Le parlement se rend chaque semaine au MEN pour une mise à jour.
- ✓ Les mécanismes de financement de transition peuvent soutenir le développement de partenariats inclusifs,
- ✓ De tels mécanismes peuvent constituer un pas en avant en vue d'une coordination sectorielle plus officielle,
- ✓ La transition offre l'opportunité d'avancées politiques,
- ✓ Le leadership gouvernemental et les capacités sont des éléments capitaux,
- ✓ Les dispositifs de type Groupement peuvent soutenir ce genre d'approche et permettre l'implication des ONG.

Il a été dit en conclusion que fondamentalement, l'éducation est un thème « qui rassemble », sur lequel tout le monde peut accepter de travailler ensemble pour le bien commun. Ainsi, l'éducation est un catalyseur potentiel qui peut rassembler différentes parties vers la réalisation d'un objectif commun. Au Zimbabwe, apporter une solution aux défis de la mobilisation des ressources via l'ETF a été cet agent catalyseur et en permettant d'instaurer une dynamique de paix dans et par le secteur éducatif a pu contribuer de manière plus importante à la création d'un environnement propice à la paix et au développement dans le pays.

□ DEBAT GENERAL

La présentation a suscité un débat et des échanges importants entre les participants. Le rôle de l'ETF qui a été exposé a été soutenu par des membres de la délégation zimbabwéenne qui ont affirmé que pendant la période où il n'y avait pas de livres de classe, les enfants ne voulaient pas aller à l'école et que dès que les livres ont été livrés, de nombreux enfants sont retournés à l'école atténuant ainsi la pression sur leurs parents.

Le secrétaire exécutif de l'ADEA a continué d'explorer la question en demandant aux représentants du Kenya s'ils avaient remarqué d'autres similarités entre l'expérience du Zimbabwe et la leur. La délégation a répondu qu'en raison des différences entre les deux situations, en particulier la durée de la violence, le Kenya n'avait pas nécessité le même niveau d'intervention ou de mobilisation des ressources. Bien que les bailleurs de fonds aient joué un rôle, ce qui a vraiment importé pour le résultat final a été l'action du ministère de l'Education appuyée par les acteurs de la société civile.

La délégation kenyane a insisté sur l'importance de dépasser le cadre de l'éducation formelle pour s'adresser aux jeunes déscolarisés. D'après son expérience, le Kenya a pu mettre en place des réponses rapides, car lorsque les violences ont éclaté, il avait déjà du matériel à sa disposition. Cela témoigne de l'importance d'une programmation proactive plutôt que de se limiter à des actions réactives.

Les autres idées évoquées pendant les discussions ont été les suivantes :

- ❑ Comment dépasser la nécessité de programmes pour la paix pendant les périodes de conflits ou de fragilité et organiser d'autres types de dialogue sur la paix qui pourraient jouer un rôle dans la prévention des conflits au lieu d'offrir une solution à des conflits et des crises existants,
- ❑ Les écoles ne sont pas toujours des endroits sûrs : par exemple, en RDC, les rebelles entrent dans les écoles pour recruter les élèves comme enfants soldats,
- ❑ L'éducation est un élément essentiel à la paix des sociétés,
- ❑ Les pédagogues doivent commencer à explorer les écoles autrement qu'en termes d'infrastructures et commencer à voir l'Être humain,
- ❑ Par le biais de multiples interventions à différents niveaux, l'éducation peut jouer un rôle unificateur,
- ❑ Bien que la dimension humaine soit importante, nous ne devons pas oublier le niveau macro auquel les responsables politiques, les gestionnaires de l'éducation et les autres parties prenantes opèrent,
- ❑ L'INEE a noté l'importance de baser la planification de l'éducation sur une analyse sectorielle afin de concevoir un programme de paix, dans et par le secteur éducatif, répondant aux besoins particuliers et spécifiques du contexte dans lequel il sera mis en œuvre,
- ❑ En RDC, la paix est une priorité du programme gouvernemental et il a été incorporé pour devenir un volet de sa stratégie de réduction de la pauvreté et de croissance. Depuis 2008, la stratégie sectorielle a inclus le rôle de l'éducation pour la paix. Avec l'élaboration du Programme, une place plus importante a été accordée à l'éducation pour la paix.
- ❑ Pendant la discussion, il a été suggéré que quand il s'agit d'objectifs relatifs à la paix dans l'éducation, nous avons besoin de stratégies et de programmes directifs afin de nous éloigner de l'idée qu'ils peuvent être intégrés. Le défi qui se pose n'est pas le manque d'opportunité pour intégrer l'éducation pour la paix, mais les implications liées au coût ce qui signifie de les revoir à la baisse pour maintenir des coûts faibles.
- ❑ Le point de départ de l'éducation pour la paix devrait être les programmes en compétences pour la vie et les enfants et les jeunes déscolarisés en accordant une attention particulière aux moyens de subsistance des jeunes.

La parole a ensuite été donnée à madame Martine Libertino pour une contribution et des clarifications supplémentaires. Elle a déclaré que l'Afrique et le monde devraient connaître la paix. De son point de vue, de nombreuses solutions ont été proposées, mais elles manquent toutes de vision parce qu'elles ont tendance à être matérielles et terre à terre. L'éducation pour la paix est importante, mais seule, elle ne suffira pas.

Elle a déclaré que nous devons ouvrir nos sociétés comme un tout qui doit être exposé à l'éducation pour la paix. Elle a expliqué que sa philosophie accordait la priorité à des questions comme la programmation émotionnelle, le conscient, l'inconscient, le libre arbitre et la puissance de l'individu. Il ne suffit pas d'apprendre la paix aux enfants. En tant que pédagogues, nous devons aussi nous transformer, car les enfants nous prennent comme exemple. Travailler sur nous-mêmes doit être un processus parallèle au travail avec les enfants.

Notre transformation personnelle doit se refléter dans nos activités professionnelles. Par exemple, ce qui figure les matériels scolaires doit être clair et approprié. Citons un exemple : la ressource sur l'instruction civique et morale de la RDC parle de contrôle de soi. Ce n'est pas une approche

appropriée à utiliser dans un guide de ce type, car parler de contrôle des émotions est une émotion négative selon madame Martine Libertino.

En réponse à ces réflexions, une contribution supplémentaire a été faite par l'INEE. La question de la responsabilité et de la transparence de la violence semble reposer sur les individus. Nous devons réfléchir à notre compréhension de l'éducation à la paix ou de l'éducation pour la paix et trouver un équilibre entre les deux. Il existe plusieurs théories du changement social qui sont claires lorsqu'on aborde les questions liées à la transformation sociale ; on doit prêter attention aux structures et aux systèmes qui soutiennent les idéologies, les bases du pouvoir, etc.

Un autre point a été soulevé sur l'interface entre le changement, les valeurs et les traditions. L'orateur a avancé que la famille traditionnelle africaine est une famille aimante et chaleureuse qui a soutenu notre communauté pendant des siècles. « Notre système de valeurs n'a pas changé. Il est là. Mais qu'avons-nous fait pour le préserver ? Nos systèmes éducatifs transmettent des faits et des connaissances, pas nos valeurs africaines. La morale est diluée, mais nous devons y revenir pour construire la paix. Nous avons besoin d'un retour en arrière fondamental pour définir notre programme pour la paix et nos curricula ».

□ Contribution sur les études du PQIP pour la Triennale

Un bref aperçu des deux études et de leurs points d'intégration et de synergie a été présenté à la réunion. Il a été expliqué que l'étude en cours de réalisation par le Groupe de travail de l'ADEA sur la Gestion de l'éducation et l'appui aux politiques (GTGEAP) portait sur les interfaces entre la fragilité et l'éducation en reconnaissant que l'éducation au sens large peut à la fois atténuer et exacerber la fragilité (l'Etat est incapable d'assurer ses fonctions de base à une partie importante de sa population, en particulier les plus pauvres).

Il convient de remarquer qu'il existe différents chemins pour accéder à l'éducation, en substance l'apprentissage tout au long de la vie et dans tous les domaines de la vie. Le GTGEAP s'est focalisé sur quatre pays, le Liberia, la RDC, le Kenya et le Zimbabwe au vu de leur réactivité en matière de politique, de planification, de coordination, de gestion financière et de mobilisation des ressources dans le but de contribuer à la construction de la paix par le biais d'un système éducatif efficace.

Cette étude du GTGEAP sera intégrée à l'étude du PQIP sur l'éducation pour la paix qui est plus axée sur les lacunes de la mise en œuvre des politiques et sera donc plus centrée sur les défis liés à la mise en œuvre. Le PQIP espère que par la participation à ce travail de recherche, il sera en mesure d'apporter une contribution et une orientation pour améliorer les pratiques éducatives qui intègrent des stratégies et des méthodologies appropriées qui contribueront à la paix, au développement et à la stabilité du continent. De plus, les résultats de cette étude permettront au PQIP sur l'éducation pour la paix de contribuer au niveau politique et pratique à la question de l'éducation pour la paix et à l'avancement des travaux dans ce domaine.

A l'issue de la présentation de cette étude, la parole a été donnée aux participants pour leurs questions, commentaires et contributions. En réponse, le représentant du ministère de l'Education du Kenya expliqué les exigences de la nouvelle Constitution qui vont de la gestion de l'éducation à la culture, aux valeurs etc. Une équipe spéciale a été mise en place pour s'en occuper et harmoniser les efforts en faveur de l'éducation dans le cadre des initiatives régionales auxquelles le pays prend part.

L'éducation pour la paix sera bien évidemment un élément de ce processus. Le rapport de l'équipe spéciale est prévu pour la fin de ce mois.

Les universités doivent aussi travailler sur ces valeurs qui existent dans notre culture. Nous sommes dans une région qui parle constamment de Ubuntu (que faisons-nous dans nos écoles pour affirmer cette notion). Quelles sont les recherches qui ont été faites pour prendre en compte ces valeurs endogènes ? Les groupes qui ont vécu pendant des milliers d'années ont développé des moyens de prévenir les conflits. « J'ai vu cela au Niger et au Mali, un code socioculturel utilisé pour éviter les conflits. Ce type de choses existe toujours et permet aux communautés d'éviter les conflits sanglants. Quelles leçons pouvons-nous en tirer des leçons pour créer de nouvelles formes de solidarité ? »

Le Burkina Faso a rejoint la réunion à ce stade (venait d'arriver). On a demandé aux participants de la RDC de leur dire brièvement ce qui s'était passé jusqu'à présent pendant la réunion afin de s'assurer que leur voyage n'ait pas été vain. On a aussi demandé aux membres du GT de les briefer.

Le Conseiller technique du ministre de l'Éducation – Un dernier point sur la spiritualité : « Je me souviens lorsque la triennale a été lancée plus tôt cette année, on nous a demandé quelles sortes de société nous voulions construire et quelles sortes de société nous voulions édifier et quelle sorte de peuple voulions élever. Nous devons débattre d'un certain nombre de questions que nous nous posons dans notre pays depuis longtemps. Nous avons connu beaucoup d'instabilité politique et je crois que la triennale nous donnera l'opportunité de discuter de ces questions et de proposer des moyens d'élever des enfants responsables qui auront adopté les valeurs de la paix et de l'auto-acceptation ».

Une dernière question a été posée à l'assemblée sur l'évaluation, demandant toute évaluation enregistrée des programmes d'éducation pour la paix qui pourrait apporter des informations sur ce qui marche et ce qui ne marche pas.

☐ Clôture

Les participants ont écouté des chants de paix magnifiquement interprétés par la chorale locale. Ce divertissement a été suivi par un résumé général du déroulement de la table ronde par le secrétaire exécutif de l'ADEA.

- ✓ La clarification du concept (éducation pour la paix et PQIP) et l'affirmation du Kenya comme pays leader appuyé par l'ADEA,
- ✓ Une discussion générale sur les problématiques de paix, de violence et des conflits aux niveaux individuel, collectif et institutionnel et une visite de terrain pour voir la mise en œuvre,
- ✓ Les implications des politiques, des stratégies et de la planification de l'éducation pour la paix ainsi que du contenu, des parents et des enseignants,
- ✓ Une bonne compréhension du fonctionnement interne, question à prendre en compte lors de l'élaboration de programmes d'éducation pour la paix qui devraient compléter d'autres dimensions comme les cultures et les valeurs,
- ✓ La triennale de l'ADEA abordera les valeurs spirituelles (cause profonde des conflits). C'est un élément nécessaire à son efficacité.

L'ADEA a entrepris de poursuivre cette initiative en :

- Faisant la synthèse des discussions de la table ronde sous la forme d'un rapport, d'informer les pays qui étaient à Mombasa et qui n'ont pas pu être présents à Kinshasa de l'événement et de ses résultats,
- Identifier les voies à suivre pour exploiter au mieux les meilleures idées issues des délibérations de la table ronde.

□ La voie à suivre

A l'issue des allocutions officielles de clôture, la parole a été donnée aux agences participantes, aux gouvernements et aux organisations de la société civile pour accueillir leurs commentaires et leurs contributions sur la voie à suivre. Voici le résumé des idées partagées pendant cette session ; certaines sont spécifiques aux institutions représentées, tandis que d'autres ont été présentées pour être menées à bien par les organisateurs de la table ronde.

UNESCO : a indiqué que ses futurs domaines d'action rejoint ceux présentés pendant la table ronde ainsi que les activités respectives des groupes de travail de l'ADEA et du PQIP sur l'éducation pour la paix. L'UNESCO a déjà travaillé en partenariat avec l'ADEA et a dorénavant l'intention d'élargir sa relation de travail à une collaboration avec le PQIP. Les programmes 2012/13 feront l'objet d'une discussion avec l'ADEA pour explorer les pistes d'action collaborative. Il a été demandé au PQIP sur l'éducation pour la paix de prendre contact directement avec l'UNESCO à ce sujet.

UNICEF RDC : a fait un commentaire sur la nécessité de développer une approche plus holistique à l'éducation pour la paix.

UNICEF SOUDAN : a salué la table ronde comme opportunité d'apprentissage collaboratif avec les collègues. En matière de planification future, s'est engagé à réajuster son processus de planification de l'éducation afin de s'assurer que les curricula intègre les questions relatives aux conflits et à la paix.

INEE : a exprimé l'engagement de nouer des partenariats clairs et est très désireux de travailler avec l'ADEA et avec ses partenaires.

FAWE : a reconnu qu'à l'issue de cette réunion, il devrait renforcer ses propres capacités. Ce réseau pourrait être une ressource importante pour les y aider. En conséquence, il pourrait faire appel aux organisateurs pour s'assurer que le réseau reste connecté et qu'il continue à avoir des échanges qui conduiront à des programmes de travail commun pouvant être localisés.

KENYA : le ministère a noté son engagement à l'égard des travaux du PQIP sur l'éducation pour la paix en tant qu'initiative qu'il est désireux de faire avancer. Il s'est engagé à faire des discussions de la table ronde un élément fondamental aux délibérations de la prochaine réunion du Comité directeur.

ZIMBABWE : a convenu que le changement de curriculum ne suffit pas pour transformer les gens en pacifistes. Il a en outre exprimé le désir de continuer les relations bilatérales initiées via ce processus.

COTE D'IVOIRE : a exprimé l'engagement de poursuivre la collaboration et l'intégration des idées partagées via la table ronde.

LIBERIA : a partagé son sentiment de gratitude d'avoir pu prendre part à nouveau à un dialogue plus large après avoir été exclu de ce type de processus pendant un certain temps. Il va transmettre les questions soulevées lors du forum à leur ministre en vue d'actions ultérieures.

SOMALIE : a expliqué qu'elle vivait une situation de chaos depuis vingt-et-un ans et avait acquis une expérience considérable lors de cette table ronde. Elle a l'intention de collecter les informations et les expériences partagées afin de les incorporer dans son curriculum ainsi que le travail de l'université représenté.

BURKINO FASO : a déclaré qu'il avait acquis une compréhension de l'importance de l'éducation pour maintenir la paix.

RDC : a convenu que l'Education pour Tous doit être poursuivie en prenant en compte les questions transversales comme l'éducation pour la paix. Son intention est d'intégrer les idées ayant émergé du dialogue de la table ronde dans le processus de planification de l'éducation pour inclure la création d'entités et de structures officielles permettant d'approfondir le développement de curricula appropriés faisant la promotion de l'éducation pour la paix.

SOCIETE CIVILE : le porte-parole des représentants de la société civile a déclaré qu'en tant qu'organisations de la société civile impliquées dans les secteurs formel et informel, elles devaient étudier la façon d'officialiser leurs travaux dans le domaine de l'éducation pour la paix. Un tel effort intégrerait une réflexion sur la façon d'intégrer la dimension humaine dans l'éducation et la façon dont les enseignants pourraient la transmettre aux enfants.

En guise de clôture, le présentateur a déclaré : « J'ai assisté à des discussions très utiles sur l'éducation pour la paix. Ces discussions doivent être encouragées au plus haut niveau de nos gouvernements africains. Il y a eu également de nombreuses contributions et informations utiles qui, si la volonté politique de les mettre en œuvre et en pratique existait, permettraient d'obtenir de bons résultats. Ce serait important et utile, non seulement pour les pays représentés ici, mais aussi pour toute l'Afrique. Ce qui importe à présent est de parvenir à transformer ces idées en réalité. J'espère que nos délibérations iront plus loin que cette réunion ».

☐ Protocole

Le mot final a été donné au représentant du ministère de l'Education du Kenya en tant que responsable du PQIP sur l'éducation pour la paix.

- Mon rôle est modeste.
- Remerciements à tous ceux qui ont participé collectivement à la réussite de cette table ronde.
- Merci au peuple, au gouvernement et au MEN de la RDC.
- Engagement de tenir notre rôle. Mon gouvernement sera présent pour vous, mon gouvernement sera présent pour l'Afrique.

Son Excellence M. le Ministre de la RDC

- Le protocole a été entièrement respecté.
- Les conflits imposent des efforts considérables à la pacification.

- Nous avons intériorisé la définition exacte de la paix, ce qui est d'autant plus important que nous sommes appelés à élaborer des curricula.
- La paix selon la définition du dictionnaire Robert :
 - ✓ La tranquillité en soi-même.
 - ✓ La compréhension entre les peuples.
 - ✓ L'absence de conflits entre les pays.
- Nous devons nous former pour prévenir les conflits, les différends et les querelles pour respecter la dignité humaine et les droits de l'homme.
- Nous pouvons dire que les résultats attendus de cette table ronde ont été réalisés. Je vous en félicite.
- Remerciements au président de la RDC.
- Merci à tous (participants, interprètes, hôtel, etc.).
- Rentrer bien chez vous après ce qui a été, je l'espère, un séjour agréable à Kinshasa.

La réunion a été clôturée avec la distribution des généreux cadeaux du ministère de l'Education du Congo à tous les participants à la table ronde.

Annexe 1: Programme détaillé

Journée 1 – 26 juillet 2011

- 9:30-10:30 **Conférence de presse**
- 10:45- 13:00 Inscription des participants et expositions (Les matériels et les ressources sur l'éducation pour la paix ADEA élaborés par le Secrétariat de l'ADEA et les partenaires sont exposés et partagés)
- 14:00-14:45 **Cérémonie**
- Animation musicale : Chorale "La Grâce" de RDC
- Allocutions de :**
- ADEA : M. Ahlin Byll-Cataria, Secrétaire exécutif
 - Pays leader du PQIP sur l'éducation (Kenya): M. Kiragu Magochi, représentant du secrétaire permanent, Ministère de l'Education
 - UNESCO Kinshasa : Mme Folly-Reimann, Ayele, chef du bureau
 - **Allocution d'ouverture officielle par le pays hôte : S.E. M. Maker Mwangu Famba**
- Animation musicale : Chorale "La Grâce" de RDC
- Résultats :** La réunion est officiellement ouverte et les objectifs généraux sont présentés.
- 14:45- 16:00 **Clarifications conceptuelles et mise à jour**
- Courte présentation des participants : participants
- Courte présentation du programme : le secrétaire exécutif de l'ADEA
- Présentation du concept du PQIP : pays hôte (Kenya)
- Courte présentation du rapport des activités depuis sa création : Mme Sherri Le Mottee, personne ressource
 - Présentation des objectifs de la table ronde et de la mission, des stratégies et du programme de travail du PQIP sur l'éducation pour la paix : Mme Sherri Le Mottee, personne ressource
- Résultats :** Le concept des PQIP et leur fonctionnement est expliqué et relié au PQIP sur l'éducation pour la paix et les objectifs et les résultats attendus de la table ronde sont clarifiés.
- 16:15- 17:30 **Présentations des partenaires stratégiques clés de la table ronde** : Participants
- Résultats:** Les domaines d'activité clés sont présentés et le potentiel de partenariats synergétiques est discuté.
- 19:30 Le départ à l'Hôtel INZIA pour le diner offert par le pays hôte

Journée 2 – 27 juillet 2011

- 8:30-10:45 **Présentations nationales :**
- RDC : Martine Libertino, stagiaires en médiation et le ministère de l'Education de RDC
 - Ministère de l'Education du Kenya
- Résultats :** Les expériences nationales (pratiques exemplaires et innovantes) sont présentées et discutées
- 11:00- 13:00 **Présentations nationales :**
- Ministère de l'Education du Zimbabwe
 - Ministère de l'Education de Côte d'Ivoire
 - Ministère de l'Education du Liberia
 - Somalie : Université de Hormuud
 - Ministère de l'Education du Burkina Faso
- Résultats :** Les expériences nationales (pratiques exemplaires et innovantes) sont présentées et discutées
- 14: 00- 16:00 **La visite sur le terrain**
- Centre Congolais
- Résultats :** Ecole d'éveil à l'apprentissage « Faire quelque chose sans contrainte »
- 16: 15- 17:30 **Premières impressions de la visite sur le terrain : participants**
- Présentation de « Le grand tableau : l'éducation en Afrique : fragilité, conflit et crise (Rapport mondial de suivi 2011 sur l'EPT) : Mme Sherri Le Mottee, personne ressource
- Résultats :** Evaluation informelle des expériences faites par les participants (forces et domaines d'amélioration) et cartographie de la situation générale en Afrique et discussion des leçons apprises
- 17:30- 19:30 Cocktail de l'ADEA et réseautage social

Journée 3 – 28 juillet 2011

- 8:30-9:30 **Principales initiatives régionales**
- Revitalisation des systèmes éducatifs en transition : Mme Louise Mvono, UNICEF Soudan
- 9:30- 10: 15 **Réflexions sur la politique, la planification, l'édification des systèmes, le développement des enseignants et le curriculum**
- La planification de la prise de décision initiale : planificateurs des MEN des pays participants

- Résultats :** Les processus et les outils de planification dans les MEN sont examinés et discutés
- 10:30- 11:30 Le curriculum et la méthodologie de l'éducation pour la paix : les concepteurs de curriculum des Men des pays participants
- Résultats :** Le rôle du curriculum et des méthodologies dans la transformation, la construction de la paix et le développement durable sont présentés et discutés
- 11:30- 12:15 Le rôle de l'implication des enseignants dans les programmes de développement : Mme Sherri Le Mottee, personne ressource
- Résultats :** Le rôle des enseignants dans la transformation, la construction de la paix et le développement durable est discuté
- 12:15- 13:00 Aller plus loin que la planification de l'éducation : l'importance d'impliquer la famille, les acteurs communautaires et les systèmes culturels traditionnels : Mme Martine Libertino
- Résultats :** La philosophie de Martine Libertino et ses réflexions sur l'approche holistique de l'EP sont présentées et discutées
- 14:00- 15:30 Présentation des documents de la triennale sur l'éducation pour la paix : préparation de la table ronde ministérielle à Ouagadougou en février 2012: Sherri Le Mottee, Angela Arnott, Kabiru Kinyanjui
- Résultats :** Examen des documents commandités sur l'éducation pour la paix et discussion de leurs implications politiques.
- 15:45-17:00 **La voie à suivre par le PQIP : participants**
- Résultats :** Des contributions au programme de travail 2011-2012, à la structure et au fonctionnement du PQIP sur la paix sont apportées
- Cérémonie de clôture :**
- Animation musicale : Chorale "La Grâce" de RDC
- Allocutions par :**
- Secrétaire exécutif de l'ADEA
 - Pays leader du PQIP sur la paix (Kenya): représentant du secrétaire permanent, Ministère de l'Education
 - UNESCO BREDIA
 - Ministre de l'Education
- Animation musicale : Chorale "La Grâce" de RDC

Annexe 2: allocution d'ouverture par le secrétaire exécutif de l'ADEA M. Ahlin Byll-Cataria

Monsieur le Ministre de l'éducation de la RDC,

Monsieur le représentant du Ministre de l'éducation du Kenya, Président du Bureau des ministres de l'ADEA et leader du PQIP sur l'éducation pour la paix,

Madame la représentante de l'UNESCO,

Mesdames et Messieurs les représentants du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Kenya, du Liberia, de la République du Congo, de la République Démocratique du Congo, de la Somalie, du Zimbabwe,

Mesdames les représentantes de l'UNICEF, de l'UNESCO, du Fawe,

Honorables invités,

Mesdames et Messieurs,

Au nom de l'Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA) et en mon nom personnel, j'aimerais vous souhaiter la bienvenue à l'ouverture de cette Table ronde du Pôle de qualité inter-pays sur l'éducation pour la paix.

Je voudrais remercier plus particulièrement le Ministre de l'éducation de la RDC, et bien entendu toute son équipe, pour tout le travail préparatoire de cette table ronde, et pour leur véritable engagement en faveur de l'éducation pour la paix en RDC. Si nous sommes à Kinshasa aujourd'hui, c'est aussi à cause de l'engagement personnel et très actif du Professeur Pierre André Masiala et de ses collègues impliqués dans le programme de formation de médiateurs assuré par Martine Libertino, que je tiens aussi à remercier très sincèrement. Cette initiative de formation de vingt médiateurs congolais suscitée par le Professeur Masiala est un des résultats concrets de la conférence de Mombasa sur l'éducation pour la paix, et donc des activités du PQIP sur l'éducation pour la paix.

A travers le représentant du Ministère de l'éducation du Kenya, je voudrais aussi exprimer les remerciements de l'ADEA au Ministre M. Ongeru pour son leadership et pour tout le soutien que son ministère apporte à la dynamique de ce PQIP. En effet, le ministre de l'éducation du Kenya a créé au sein de son ministère une unité qui s'occupe spécifiquement de cette thématique, et dont les membres participent à cette table ronde.

Je n'oublie pas bien sûr les représentants des organisations membres ou partenaires de l'ADEA, telles que la Banque Africaine de Développement, notre institution hôte qui nous a beaucoup soutenu pour l'organisation de cette table ronde, l'UNESCO, l'UNICEF, Fawe, INEE et les représentants des pays ici présents. L'ADEA vous appartient, et sans votre engagement et votre soutien, nous ne pouvons pas avancer dans le dialogue politique sur l'éducation en Afrique.

La paix dans le monde est la fondation même du développement durable. Sans la paix, pas de stabilité, et sans stabilité dans le monde, nous continuerons à détruire ce que les peuples, dans leur diversité et complémentarité, ont mis des siècles à construire ensemble.

L'Afrique est décrite aujourd'hui comme le continent de l'avenir, à cause des ressources naturelles immenses qu'elle possède et de la jeunesse de sa population. Mais malheureusement cette richesse du continent est aussi parfois source de nombreux conflits. L'Afrique aujourd'hui, c'est 21 pays post-conflits ou en conflit, et beaucoup de pays qui peuvent basculer du jour au lendemain dans un conflit si l'on ne prend pas garde. C'est dire l'importance de la paix pour que l'Afrique devienne réellement ce continent de l'avenir, et par conséquent de l'éducation pour la paix.

L'éducation pour la paix ne se réduit pas à des connaissances livresques. Elle nécessite certes des connaissances, mais elle implique surtout tout un travail de connaissance de soi-même et des autres, l'intégration de certaines valeurs, le tout se traduisant par des attitudes et comportements favorables à la paix avec soi-même, la paix avec les autres, et la paix dans la société dans son ensemble.

C'est là la véritable finalité du Pôle de qualité inter-pays sur l'éducation pour la paix, et notre raison d'être ici ensemble au cours de ces deux prochains jours.

Nous voulons renforcer la collaboration et la coopération en vue de promouvoir à travers l'éducation une culture de la paix.

Nous voulons préparer la contribution de ce PQIP à la prochaine Triennale sur l'éducation et la formation pour le développement durable.

Mais nous voulons surtout fédérer nos énergies et nos efforts pour former désormais une véritable coalition pour la paix.

Dans notre monde d'aujourd'hui il est très facile de former en un temps record une coalition pour la guerre tout en mobilisant des sommes colossales et des soldats de différents pays.

Nous pouvons nous aussi former une coalition pour la paix qui nous éviterait des guerres et nous permettrait de mobiliser ces mêmes ressources humaines et financières pour le développement durable de notre continent et pour un avenir meilleur pour nos enfants et pour nous-mêmes.

Si nous y croyons fermement, nous pouvons y arriver et rien ne pourra nous arrêter.

Je vous remercie tous pour votre présence parmi nous et je souhaite à nous tous des discussions fructueuses et paisibles pendant ces deux prochains jours.

Je vous remercie.

M. Ahlin Byll-Cataria

Secrétaire exécutif de l'ADEA

Annexe 3: Allocution de l'UNESCO-Kinshasa: Mme Folly-Reimann, Ayele

Excellence Monsieur le Ministre de l'EPSP

M. Le Directeur des politiques et partenariat du Kenya, représentant le Ministre de l'Education

M. Le Secrétaire Exécutif de l'ADEA

Honorables invités,

Mesdames et Messieurs les journalistes

C'est un grand plaisir pour moi de prendre la parole à l'occasion de cette importante rencontre organisée par le Pôle de Qualité inter pays de l'ADEA sur l'éducation à la Paix.

Mesdames et Messieurs,

Le préambule de la Charte de l'ONU s'ouvre sur la promesse de « sauver les générations futures du fléau de la guerre ». L'UNESCO (l'organisation que je représente en RDC a été fondée en novembre 1945 avec le même objectif : créer les conditions de la paix par la coopération internationale dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture.

Permettez-moi de citer notre Acte constitutif : « Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix ». Nous dirions aujourd'hui « dans l'esprit des hommes et femmes ».

Cette idée était alors une idée féconde, et elle le reste aujourd'hui.

Nous savons que l'éducation est au cœur des processus de développement socio-économique des pays ,que l'éducation est le meilleur moyen à long terme pour échapper à la violence.

Qu'elle peut être utilisée comme une force de paix. Car un enseignement biaisé, inégalitaire, injuste, alimente les conflits et peut dresser les communautés les unes contre les autres.

Qu'une éducation de qualité porte en elle-même les fondements d'une société en paix, juste et équitable pour un développement durable, et est une condition essentielle pour atteindre l'ensemble des Objectifs du Millénaire pour le développement d'ici 2015.

Que l'éducation offre aux sociétés qui sortent d'un conflit la chance d'affronter leur héritage de violence et de forger des attitudes favorables à un avenir pacifique.

Nous devons donc soutenir les systèmes d'éducation inclusive qui s'adressent à toutes les filles et les garçons et qui enseignent les droits de l'homme et les valeurs civiques.

Mesdames et messieurs,

Au regard de ce qui se passe aujourd'hui dans notre village global, la promotion de la paix devrait mobiliser davantage d'acteurs du développement pour soutenir l'éducation, comme voix privilégiée pour « élever les défenses de la paix dans les esprits des hommes et des femmes », pour désarmer les cœurs et les esprits

La paix est la pierre angulaire du développement durable et non seulement aucun développement n'est possible sans paix, mais pire, la guerre annihile tous les efforts de développement et détruit les acquis.

Avant de terminer, je voudrais encore une fois :

exprimer ma profonde gratitude à l'ADEA pour avoir associé l'UNESCO à l'organisation de cette activité

et remercier le Ministre de l'Éducation primaire secondaire et professionnelle pour avoir accepté d'abriter cette table ronde dont l'UNESCO attend beaucoup pour consolider son partenariat avec l'ADEA au cours du prochain Biennium 2012-13.

Merci de votre aimable attention

Ms Ayele Folly-Reimann

Annexe 4: allocution d'ouverture du ministre de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel de la République démocratique du Congo S.E. M. Maker Mwangu Famba

La République démocratique du Congo est aussi connue pour sa musique, car elle nous accompagne partout ; elle est l'expression du congolais, de ses peines, de ses joies et de ses émotions les plus profondes à l'occasion de deuil, de maladies, de la prière, des fêtes de mariage, de promotion individuelle, des victoires sportives, des meetings des partis politiques.

Ecoute cette jeune fille qui chante pendant son bain ; écoute cette femme qui chante au champ, au marché, sur la route du port à bord d'un tacot ; écoute cet ouvrier qui chante au chantier, au garage.

Ecoute ses supporters qui chantent la victoire de leur équipe ; écoute la musique de détresse de cet orphelin ou de cet enfant en situation difficile ; écoute le chant du mendiant.

Vibrez avec la musique congolaise et vous connaîtrez le Congo, son Chef et son peuple.

- Monsieur le Vice-Ministre de l'Enseignement Professionnel ;
- Monsieur le Secrétaire Exécutif de l'ADEA ;
- Monsieur le Secrétaire Général à l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel ;
- Monsieur le Représentant du Secrétaire Permanent du Ministre de l'Education du Kenya ;
- Madame la représentante de l'UNESCO ;
- Mesdames et Messieurs les membres du Groupe de Travail du Pôle de qualité Inter-pays de l'Education pour la paix ;
- Mesdames et Messieurs ;
- Distingués Invités ;
- Chers amis de la presse,

Nous avons le grand plaisir de vous adresser nos salutations chaleureuses et fraternelles.

Nous souhaitons, en plus, la bienvenue à tous les membres des Délégations venues du **Liberia, du Kenya, du Zimbabwe, du Sénégal, de la Tunisie, du Mali, de l'Afrique du Sud, des Etats-Unis, de la Côte d'Ivoire, de la Somalie, du Burkina Faso et de la République du Congo**. Nous vous souhaitons un séjour agréable parmi nous à Kinshasa.

Cette **Table ronde** est organisée par le Pôle de qualité Inter-pays de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique, **ADEA**, sur « **l'Education pour la Paix** », en collaboration avec le Ministère Kenyan de l'Education, le Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel de la République démocratique du Congo et l'UNESCO-BREDA.

Le thème de la **Table Ronde** est : « **l'Education comme une agence pour promouvoir la paix, l'intégration et le partenariat** ». Il s'agit plus précisément de réfléchir, d'échanger et de débattre sur « *l'éducation et son rôle dans la consolidation de la paix dans les situations des conflits et les environnements fragiles* ».

L'initiative et la tenue de cette **Table Ronde** répondent à un besoin vital, **la Paix**. Elle est à la fois un droit et une valeur d'un prix inestimable. Elle est indispensable à la vie, elle est indispensable et pour le progrès de toute personne, de toute famille, de toute communauté et pour le développement durable de toute nation.

L'impact très négatif des conflits armés et des guerres dans les pays post-conflit impose des efforts considérables de pacification, d'unification et de reconstruction pour reprendre et poursuivre les programmes de développement.

Ces conflits et ces guerres causent des destructions, des morts d'homme, l'abandon des villages, les déplacements et la fuite des populations, la séparation des familles, la propagation des maladies, les départs des personnes et la contrainte de vivre à l'étranger comme réfugiées.

Les conflits armés et les guerres perturbent les bonnes relations de fraternité, de coopération et de partenariat entre les peuples.

Le Pôle de qualité Inter-pays de **l'ADEA** a toutes les raisons de considérer **le Système éducatif** comme étant le creuset indiqué pour favoriser l'installation et la consolidation de **la Paix** dans l'esprit des Jeunes, plus particulièrement à **l'Ecole**.

Nous évoquons ainsi ces paroles de Federico MAYOR, ancien Directeur Général de **l'UNESCO**, devant la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces Armées du Sénat à Paris en 1977 :

« La paix n'est pas une utopie. Elle est une réalité heureuse pour des millions d'êtres humains ... C'est par l'éducation et par elle seule que peuvent être nouées et développées les chances du dialogue car, comme l'énonce si bien l'Acte constitutif de l'UNESCO : les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix ».

Nous citons aussi l'Ancien Président du Costa Rica, Prix Nobel de la Paix, Oscar ARIAS. Il a déclaré à son tour :

*« Pour accéder à un monde de paix, il faut que les portes de **l'éducation** s'ouvrent plus largement aux adultes et aux jeunes du monde entier » !*

Dans son message pontifical à l'occasion de la Journée mondiale de la Paix, le Bienheureux Pape Jean-Paul II avait dit : *« La promotion du droit à la Paix assure le respect de tous les autres droits, car elle favorise la construction d'une société à l'intérieur de laquelle les rapports de force sont remplacés par les rapports de collaboration en vue du bien commun...*

La guerre détruit, elle ne construit pas ; elle affaiblit les fondements moraux de la société et elle crée de nouvelles divisions et des tensions durables ».

Dans la mise en œuvre de **la Stratégie de reconstruction et de développement de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel** en République démocratique du Congo, nous attachons beaucoup d'importance à **l'Education civique et morale**, discipline inscrite dans les grilles-horaires des classes de tous les niveaux et degrés d'études allant de l'éducation maternelle au cycle secondaire en passant par le cycle primaire. La thématique de la paix a une place prépondérante. L'Institution de l'école des parents va dans le même sens.

Le Programme national du primaire a été revisité et réécrit, le travail se poursuit pour le secondaire. Des manuels scolaires sont élaborés, d'autres sont en cours d'élaboration.

L'Inspection de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel met en place une procédure de contrôle et d'évaluation pédagogique de la discipline, ainsi qu'un programme de formation des enseignants en rapport avec la discipline.

La conscience d'appartenance à la Patrie, à l'Afrique, au Monde, l'éducation à la paix, aux valeurs républicaines et démocratiques, aux droits de l'homme, de la femme, de l'enfant et aux autres valeurs sociales, morales et civiques et patriotiques, tels sont les contenus de cette **Education à l'école**.

Des compétitions littéraires et sportives inter-scolaires et autres activités sont organisées pour développer chez les jeunes l'esprit de paix, de famille et d'équipe, la fraternité et la solidarité.

Après les conflits armés et les guerres, le Président de la République et Chef de l'Etat, **Joseph KABILA KABANGE**, a initié un vaste programme, les 5 chantiers, dont l'Education pour une nouvelle vision, un nouveau Congo moderne où les congolais vivent en paix entre eux et avec ses voisins et les autres.

Nous remercions le Ministère Kenyan de l'Education et l'UNESCO-BREDA pour leur collaboration à l'organisation de **cette Table Ronde à Kinshasa**.

Nous remercions l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique, **ADEA**, qui a initié le Programme. Merci Jean Marie.

Nous souhaitons bon succès à **la Table Ronde** au bénéfice de nos pays, de nos populations. Le monde est beau parce que tout le monde est là.

Sur ce, nous déclarons ouverte la Table Ronde du Pôle de qualité inter-pays de l'ADEA sur l'Education à la Paix.

Nous vous remercions.

Annexe 5: Liste des participants

N°	Nom	Prénom	Titre	Ministère / Organisation	Tél.	Email
1	Chiota	Christopher	Responsable de la mise en oeuvre de la formulation des politiques et de la conception des curricula.	Ministère de l'Education, du Sport, des Arts et de la Culture Zimbabwe	00263 4794456 Portable : 002630712325519	chrischiota@yahoo.com
2	Ikobwa	Vick	Responsable professionnel national	UNESCO (Nairobi)	Tél : 00254723271464	v.ikobwa@unesco.org
3	Mtembo	Roger	Directeur de la conception des curricula Development	Ministère de l'Education, du Sport, des Arts et de la Culture Zimbabwe	002634333817 Portable : 00 263 0712805076	romtembo@gmail.com
4	Allou	Bruno	Inspecteur général, point focal ADEA	Ministère de l'Education Nationale Côte d'Ivoire	Port. : 0022507110903 0022522491118	alloukb@yahoo.fr
5	Alombe	Marthe	Psychotérapeute.	Groupe PQIP	Port. : 00243811746019	pashi_mbakata@yahoo.fr
6	Anne	Houraye Mamadou	Point Focal Finances	ADEA--GTGEAP Dakar - Sénégal		H.M.ANNE@AFDB.ORG
7	Arnott	Angela	Responsable d'équipe	ADEA--GTGEAP Harare - Zimbabwe	Tél : 0026377573547	A.ARNOTT@AFDB.ORG
8	B. Dio	Harris	Directeur des centres de formation et de	Liberia	Port. : 2316 528 904	dioharris2001@yahoo.com

N°	Nom	Prénom	Titre	Ministère / Organisation	Tél.	Email
			documentation			
9	Baldeh	Ceciler	Spécialiste de Programme	UNICEF-RDC	Tél. : 00243817151694	cbaldeh@unicef.org
10	Byll-Cataria	Alhin	Secrétaire Exécutif	ADEA-Tunisie	00216.103202	a.byll-cataria@afdb.org
11	Gassama	Raky	Assistante aux programmes - Education	ADEA-Tunisie	00216.71103986	R.GASSAMACOLY@AFDB.ORG
12	Harzi	Samia	Assistante de l'équipe - ADEA	ADEA-Tunisie	00216.71103986	s.harzi@AFDB.ORG
13	Jeylani A.	Osman	Recteur	Université de Hormuud - Somalie	Tél./Fax : 00252-1-852860 Tél : 00252-1-852805 Portable : 00252-61-5596504	info@hormuuduniversity.com jeylani2000us@yahoo.com
14	Kang'ethe	Mary	Responsable principal de l'éducation-Politique et planification	Ministère de l'Education Kenya	Portable : 254724704016 Tél. : 020318581	kangethe123@yahoo.com
15	Karume Ntwali	Felix	Responsable de programme	OSISA RDC	Tél. : 00243993003523 /00243813669226	felixk@osisa.org fkalume@hotmail.com
16	KIMBANDA MATATA	Nicole	Coordinatrice nationale	FAWE RDC	Tél. : 00243818140763	nicole.rosettem@yahoo.fr
17	Kinyanjui	Kabiru	Personne ressource	KENYA/NPI-AFRICA	Tél. : 00254724462892	kabiru_kinyanjui@yahoo.com
18	Kone Yoli-Bi	Marguerite	Coordinatrice Nationale	WANEP - Côte d'Ivoire	Tél. : 0022505677677	klintio2001@yahoo.fr wanepci@yahoo.fr
19	Kouame	Josephine	Sous-directeur de la	Ministère de l'Education	Tél. : 0022502130652 Tél. : 0022520214788	kouamjos@yahoo.fr

N°	Nom	Prénom	Titre	Ministère / Organisation	Tél.	Email
			documentation et des matériels didactiques	Nationale, Côte d'Ivoire		
20	Lutala	luc	Créateur de l'ONG Espoir pour tous	Groupe PQIP (RDC)	00243815203199 00243992949646 00243898071009	lutalaky@gmail.com http.espoirpourtous.midiblogs.com
21	Magochi	Kiragu	Directeur des partenariats politiques et des affaires d'Afrique de l'Est	Ministry of Education Kenya	Tél. : 00254721854236	kiragumagochi@gmail.com kiragumagochi@yahoo.com
22	Martine	Libertino	Médiatrice – Personne Ressource	Suisse	Tél. : 0041227511120 Fax. 0041227512716	martinelibertino@sunrise.ch
23	Masiama Solo	André	Psychothérapeute, Directeur Exécutif ONG CCEF	Groupe PQIP RDC	Tél. : 00243813330609	masiala1@yahoo.fr
24	MUMPANDE	Isaac	Directeur du plaidoyer politique et de l'éducation pour la paix	Silveira House Zimbabwe	Tél. : 00243773244598 00243712433246	impande2002@yahoo.co.uk
25	Mvono	Louise	Spécialiste de programme – Personne ressource	UNICEF- Soudan		lmvono@unicef.org
26	Mwinyipembe	Mohamed Mwijuma	Secrétaire principal	UNESCO NatCom Kenya	Tél. : 00254(20)2229053-4 2251858 01331651410 126449633	mwinyipembe55@yahoo.com

N°	Nom	Prénom	Titre	Ministère / Organisation	Tél.	Email
27	Ndege Kibango	Cédric	Psychothérapeute	Groupe PQIP	Tél. : 00243997547151 Tél. : 00243898000281	conspopuli@yahoo.fr
28	Nsensele	Faïda	Responsable Education	UNICEF-RDC	Tél. : 00243817151243	FNSENSELE@UNICEF.ORG
29	Ouedraogo	Alassane	Statisticien	ADEA--GTGEAP Ouagadougou - Burkina Faso		A.L.OUEDRAOGO@AFDB.ORG
30	Sherri	Le Mottee	Point focal	PQIP Paix – Afrique du Sud	Tél: +27842504088 0027118882158	sherri@chalkface.co.za
31	Tebbe	Kerstin	Coordinateur pour l'éducation et la fragilité	INEE	0033 1 45 68 09 82	kerstin@ineesite.org
32	Travers Porte	Josephine	Ministre délégué à la planification, la recherche et le développement	Ministère de l'Education Libéria	Port. : 2316529366	j.traversporte@yahoo.com
33	Yao	Ydo	Chef de Section - Education à la Paix, au développement durable, au VIH SIDA et aux problèmes contemporains.	UNESCO/BREDA	Tél. : 221338492382	y.ydo@unesco.org
34	Zanga	Berté	Responsable	ONG CAMUA Côte d'Ivoire	Tél. : 0022507863026 0022545056964 0022502212678	berte_zanga2@yahoo.fr
35	Rawji	Temiza	Spécialiste	UNICEF - RDC	Tél. : 00243 817152927	tnrawji@unicef.org

N°	Nom	Prénom	Titre	Ministère / Organisation	Tél.	Email
			Education			
36	KANINGINI	Venant	Secrétaire Nat / ESU	S.Y.E.C.O./RDC	Tél. : 00243 812312771	syecordc1@yahoo.fr
37	MUKADI TSANGALA	Jovin	Conseiller chargé de la coopération Internationale Coordonnateur du BOSS/PARSE	Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel	(243) 998 47 26 71 (243) 81 46 78 740	joemukadi2005@yahoo.fr
38	CAWANDA	Frederico	Rédacteur en chef	PANA - Dakar - Senegal		fredcawanda@gmail.com

Annexe 6: Note conceptuelle sur le PQIP sur l'éducation pour la paix

« Partout dans le monde, les guerres ont des répercussions dramatiques sur la vie des enfants. L'UNICEF (2006) révèle que les conflits de ces dix dernières années ont fait chez les enfants, environ 2 millions de décès, 6 millions d'invalides, 20 millions de sans-abri et plus d'un million d'enfants séparés de leurs parents. »

Le Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2011 met en relief le rôle de l'éducation pour atténuer l'impact des conflits et la fragilité des sociétés tout en contribuant à la reconstruction et au développement.

Par ailleurs, il insiste sur le fait que « la planification de l'éducation tenant compte des conflits tient à la reconnaissance du fait que toute décision politique en la matière aura des conséquences sur la consolidation de la paix et les chances de prévenir tout retour à la violence, » mettant l'accent sur le fait que « l'éducation dispose de plusieurs moyens pour influencer sur les perspectives de paix ».

L'une des possibilités existantes est que par le développement de compétences appropriées dotant les jeunes des capacités de maintien de la paix, de rétablissement de la paix et de la construction de la paix, la culture des sociétés et qu'un milieu propice à la croissance économique, sociale et politique se développe, soit créé.

Le Pôle de qualité inter-pays sur l'éducation pour la paix (PQIPEP) de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) organise en collaboration avec le ministère de l'Education du Kenya, le ministère de l'Education de la République de la République démocratique du Congo et l'UNESCO BREDIA une table ronde portant sur l'éducation des jeunes et son rôle dans la transmission des compétences pour la construction de la paix en réponse aux situations de conflit et les environnements fragiles.

Cette table ronde aura lieu du 26 au 28 Juillet 2011 à Kinshasa et réunira les experts techniques des ministères de l'éducation, dont des décideurs, les concepteurs de curricula, les agences de développement, les bailleurs de fonds ainsi que les partenaires de la société civile de cinq pays de la région qui vivent des situations de conflit et de fragilité. Ils débattront des politiques et pratiques éducatives susceptibles de soutenir l'éducation comme moyen pour renforcer les capacités, maintenir et favoriser la paix pour contribuer à la cohésion sociale, la stabilité politique et le développement économique.

Ces interactions permettront un dialogue approfondi, la production de connaissances ainsi qu'une meilleure compréhension des initiatives et des solutions pour résoudre les nombreux problèmes auxquels sont confrontés les jeunes de ce continent afin de contribuer à la promotion de la paix et du développement durable.

1. Contexte et généralités

Au cours de ces dernières années, de nombreuses régions d'Afrique se sont retrouvées engagées dans un conflit armé ou d'autres situations violentes impliquant des acteurs étatiques ou non

étatiques. « Depuis 1990, 90 % des décès liés aux conflits armés sont civils dont 80 % de femmes et d'enfants. Au cours de ces dix dernières années, deux millions d'enfants ont été tués dans des conflits armés.

Le triple a été gravement blessé ou handicapé à vie. Des millions d'autres ont été contraints d'assister ou de prendre part à d'horribles actes de violence. Par ailleurs, plus de neuf millions de réfugiés et un nombre encore plus important de gens souffrent de déplacements internes et ont besoin d'un abri et de soutien.

Pour ceux qui survivent se pose le problème de la vulnérabilité car en situation de conflit, les enfants et les jeunes sont séparés de leurs familles, déplacés ou abandonnés et courent le risque d'être enrôlés de force dans les forces armées. L'éclatement des structures familiales et communautaires, en conséquence de la guerre, laissent les enfants et les jeunes exposés à l'exploitation sexuelle et à la traite des êtres humains et le plus souvent et à des pratiques de travail abusives.

Ces horreurs sont exacerbées par le caractère limité ou même inexistant des possibilités d'éducation laissant des adolescents, garçons et filles, qui risquent d'être effrayés, ennuyés et frustrés par la vie. Dans de telles circonstances, la vie à l'armée devient l'option la plus attrayante, surtout pour ceux qui viennent de milieux pauvres et marginalisés

Le pouvoir peut également agir comme un facteur de motivation très forte dans les situations où les jeunes se sentent impuissants ou dans l'impossibilité d'acquérir des ressources de base ce qui les conduit à prendre les armes comme moyen d'accéder au pouvoir, à la reconnaissance et à une certaine sécurité. D'autres enfants et jeunes peuvent également, pour les diverses situations de vulnérabilité déjà évoquées, finir comme soldats contre leur volonté. De plus, les filles adolescentes font l'objet de violences sexistes et d'exploitation sexuelle en temps de conflit et de crise.

Comprendre l'impact des conflits et des crises sur les enfants et les jeunes et leur capacité d'accéder à une éducation passe par la reconnaissance du rôle que joue un système éducatif fonctionnel offrant une éducation de qualité à la société. En allant tous les jours à l'école, les enfants et les jeunes évoluent de façon constructive dans un environnement sécurisé qui leur donne la possibilité de développer leurs aptitudes et leurs savoirs, leur permet de s'épanouir et de contribuer de façon significative à la démocratie, au progrès économique et à la cohésion sociale de leurs communautés

Un pays en guerre ou en crise investit rarement des ressources et des capacités pour veiller à ce que le système éducatif continue de fonctionner à un niveau optimal (voire à fonctionner du tout). De ce fait, le système s'écroule, privant ainsi les jeunes du meilleur de l'éducation, à court mais surtout à long terme.

Les écoles peuvent également être spécifiquement des cibles où les élèves, les professeurs et le personnel administratif peuvent être victimes d'intimidation, de recrutement et d'endoctrinement, les salles de classe sont souvent dégradées, détruites ou occupées par les combattants et les écoles abimées, détruites ou occupées par les combattants. Dans des zones de conflits, les dépenses du gouvernement en matière d'éducation sont souvent détournées vers la sécurité, réduisant ainsi la qualité de l'enseignement. Les enseignants peuvent être victimes de manipulations lorsque les régimes répressifs voient l'éducation comme une menace ou un moyen d'endoctrinement. Il a été prouvé que l'éducation, employée à mauvais escient, est de nature à alimenter les conflits.

Depuis toujours, l'imagination, les idéaux et les énergies de la jeunesse sont vitaux pour le développement continu des sociétés dans lesquelles ils vivent. Il est essentiel que pendant ou après des périodes de guerre et de fragilité, une attention particulière soit accordée à atténuer l'impact sur les enfants et les jeunes. Cela peut être particulièrement important pour ceux qui ont eût des expériences fortement douloureuses, et pourraient voir leur vie de manière très pessimiste, souffrir de grave dépression ou même devenir un poids pour la société.

Bien que les enfants et les jeunes aient des besoins particuliers et puissent être vulnérables, ils ont aussi une force, ils doivent par conséquent être considérés comme des survivants et des participants actifs dans la création de solutions, et non comme de simples victimes ou des problèmes. Comment pouvons-nous répondre efficacement à leurs besoins de développement tout en reconnaissant leur voix et leur droit à la dignité et l'autonomie? Quel est le rôle de l'éducation en offrant aux enfants et aux jeunes un moyen de développement des compétences et d'intégration des valeurs des droits de l'homme, du respect, de l'égalité et de la dignité dans la société ?

Il y a consensus croissant sur le fait que l'instauration d'un système éducatif fonctionnel offrant une éducation de qualité pour tous parallèlement à la mise en œuvre de programmes d'éducation à la paix est propre à contribuer au développement social, économique et politique ainsi qu'à la stabilité du pays. Investir dans l'éducation c'est investir à long terme dans une citoyenneté de qualité et une bonne gouvernance.

Cela dit, il est également important de se rappeler que ce n'est pas une solution miracle. «La Construction de la Paix ne peut pas être vu dans le vide, comme une entrée unique de l'enseignement, mais comme un processus plutôt qu'un produit», en s'appuyant sur le local plutôt que sur des apports extérieurs qui visent à créer des opportunités plutôt que d'imposer des solutions. [Bush & Saltarelli] suggèrent que l'éducation à la paix doit aller plus loin que de juste «avoir une bonne éducation et remuer» mais d'offrir plus systématiquement des mécanismes communautaires qui encouragent la construction de la paix comme un processus plutôt qu'un produit de l'éducation » (Bush & Saltarelli, 2000, Bird, 2003b, p. 22).

C'est en réponse à ces nombreux défis auxquels sont confrontés les jeunes et les éducateurs en Afrique que l'ADEA se réunit avec ses partenaires pour organiser cette table ronde.

2. Présentation du Pôle de qualité inter pays

L'ADEA a mis en place les Pôles de qualité inter-pays sur l'Éducation pour la paix dans le but de réunir autour d'une table les pays confrontés à des défis similaires avec des partenaires stratégiques qui ont un savoir-faire dans un domaine précis afin de promouvoir le dialogue, l'apprentissage collectif et de fournir une tribune pour mener des activités de collaboration. Dans ce sens, le PQIP contribue à la vision élargie de l'ADEA et joue un rôle essentiel pour réunir des représentants des ministères de l'Éducation et d'autres partenaires afin de faire face aux défis susceptibles d'être considérés comme une priorité nationale (voire régionale).

Compte tenu du nombre de pays africains qui ont été touchés par la guerre et les conflits ou qui le sont encore, et de l'impact de ces réalités sur l'éducation, le PQIP sur l'éducation pour la paix qui en est à ses balbutiements, apportera un soutien au dialogue et à l'apprentissage afin de contribuer à la

formulation de cadres de politiques nationaux appropriés pour la mise en œuvre de stratégies d'éducation pour la paix dans le secteur de l'éducation à travers l'Afrique.

Le PQIP sur l'éducation pour la paix est conscient qu'une éducation de qualité est un moyen de contrecarrer les conflits et la violence et peut même faire office de moyen de prévention. L'ADEA est également consciente du potentiel de l'éducation pour bâtir, consolider et maintenir la paix. A travers cette table-ronde, et avec l'aide des partenaires, elle visera à jouer un rôle décisif dans la promotion du dialogue politique, de la formulation de politiques et de pratiques efficaces aptes à favoriser la paix grâce aux systèmes éducatifs et au sein de ces derniers.

De façon plus précise, à travers les initiatives qu'il mène au niveau politique, systémique et de la mise en œuvre, le PQIP sur l'Education pour la paix permettra à l'ADEA et à ses partenaires de contribuer à la consolidation de la paix et au développement durable grâce à l'éducation.

Au titre des efforts menés à cet égard, et dans le cadre du mandat élargi de l'ADEA qui est de piloter le dialogue politique en Afrique, le PQIP sur l'Education pour la paix a un certain nombre d'études en cours en vue de la Triennale ADEA 2011.

Il est envisagé que cette table ronde soit l'occasion d'une délibération collective et d'un apprentissage collaboratif dans le cadre de la préparation de la Triennale de 2011 et permettra de prendre des initiatives plus larges du PQIP qui vise à renforcer les réseaux d'éducation à la paix sur le continent.

3. La triennale de l'ADEA

La Triennale ADEA 2011 se concentre spécifiquement sur la transformation de l'éducation en mettant l'accent sur le défi fondamental de promouvoir les connaissances, compétences et qualifications critiques pour le développement durable de l'Afrique.

Etant entendu que :

- Le nombre élevé de jeunes touchés et vivant dans des pays fragiles et touchés par les conflits en Afrique
- Et,
- Le besoin de changement, de guérison dans cette région et la contribution que l'éducation à la paix peut apporter pour permettre aux systèmes d'éducation et aux stratégies de contribuer à l'harmonisation, la restauration, la transformation et la stabilité.

Une Triennale de l'éducation sur ce continent qui se concentre sur les jeunes et le développement des compétences doit donc laisser la place à l'importance de l'éducation pendant et après les périodes de conflit pour construire et maintenir la paix

L'idée de base de la Triennale est fondamentale pour la mise au point de cette table ronde. En effet, l'attention sera dirigée vers le fonctionnement des systèmes éducatifs, les possibilités qu'ils offrent pour quelles cibles (qui) et à quelles fins (quoi), le processus d'apprentissage actuel et son environnement favorable, la nature et la qualité des résultats d'apprentissage, leur pertinence et leur impact sur la vie des jeunes dans un contexte de conflit et de fragilité.

4. Objectifs

Grâce à une table ronde interactive animée par un modérateur, les participants des cinq pays retenus s'engageront dans un dialogue au niveau conceptuel et concret afin de renforcer leurs connaissances sur le rôle de l'éducation dans la consolidation de la paix, se pencheront sur les implications en termes de politiques et de pratiques et échangeront des idées sur les bonnes pratiques et les stratégies de mise en œuvre.

Un des principaux objectifs de la table ronde est de renforcer la coopération en cours entre les organismes impliqués dans l'éducation en Afrique avec un large éventail d'acteurs de l'éducation afin d'accroître le développement de l'enseignement, de la recherche et des services consacrés à la culture de la paix.

Il est prévu que ce travail puisse stimuler un dialogue ouvert qui se prolongera bien au-delà de ce débat et permettra d'accroître le réseautage et les liens qui contribueront à favoriser une culture de la non-violence, une culture de la paix.

Les objectifs spécifiques de la table ronde sur le PQIP sur l'éducation pour la paix sont les suivants :

- Le partage d'informations pertinentes et de bonnes pratiques,
- Une meilleure compréhension des défis liés aux conflits et à la fragilité auxquels la région est confrontée,
- La promotion des valeurs, idées et compétences fondamentales associées à l'éducation pour la paix,
- La prise de décision politiques et législatives favorisant et soutenant la mise en œuvre de l'éducation pour la paix à un niveau systémique et pratique (p.ex. la formation des maîtres, l'élaboration des curricula et la création de matériels éducatifs) et,
- Fournir une plateforme au PQIP sur l'éducation pour la paix à partir de laquelle elle pourra renforcer son réseau de ministres et de professionnels de l'éducation qui soutiennent « l'éducation pour la paix » sur le continent.

5. Résultats escomptés

En favorisant les discussions entre pays, la table ronde contribuera à renforcer la collaboration entre ces pays, à resserrer le réseau des partisans et des professionnels l'éducation pour la paix et à apporter une contribution concrète à la réflexion sur les pratiques politiques.

Les résultats attendus de ces délibérations sont :

- Vérifier les études de cas nationales menées par le PQIP Education pour la paix dans chacun des pays représentés en prévision de la Triennale.
- Formuler une série de recommandations qui contribueront au plan d'action du PQIP Education pour la paix 2011/2012 qui alimenteront plus précisément la table ronde ministérielle lors de la triennale 2011.
- Diffuser la lettre d'information de l'ADEA portant sur l'éducation pour la paix et partager d'autres matériels et documentation et,

- Renforcer et développer les capacités dans le cadre du réseau du PQIP sur l'éducation pour la paix.

6. Participation

Cinq pays participeront à la table ronde : le Libéria, le Kenya, le Zimbabwe, la République Démocratique du Congo et la Côte d'Ivoire. Il est prévu environ 3 délégués de chaque pays et la participation d'environ 8 à 10 experts universitaires, professionnels de centres ou d'instituts régionaux africains et internationaux.

La table ronde cherchera plus précisément à réunir :

- Les fonctionnaires du ministère de l'éducation, dont les décideurs
- Des spécialistes du curriculum et des auteurs de manuels scolaires ;
- Des formateurs d'enseignant, des experts en matière de consolidation de la paix avec et par l'éducation

7. Date et lieu

La table ronde d'échanges sur les politiques sera abritée par la République démocratique du Congo, à Kinshasa du 26 au 28 Juillet 2011. (Hôtel Venus)